

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alan Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

MARDI
29 JUIN 1976

Appelé par Eanes élu Président

SOARES 1^{er} MINISTRE DE L'ORDRE

- Eanes : 61,54 % des voix,
Otelto de Carvalho : 16,52 %,
de Azevedo : 14,36 %,
Pato : 7,58 %.

photo Rosa Z.



Comme prévu le général Ramalho Eanes a été élu au premier tour Président de la République avec un peu plus de 61% des suffrages exprimés. C'est une victoire moins écrasante que celle des 75% de voix qu'il pouvait escompter de l'appui du Parti socialiste. Du parti Populaire démocratique et du Centre démocratique et social à sa candidature pour la loi et l'ordre. Ce n'est donc pas un triomphe pour le général aux lunettes noires. Mais c'est une confortable majorité qui, combinée avec les immenses pouvoirs que lui confèrent la constitution et le pacte signé entre le Conseil de la révolution et les grands partis bourgeois (CDS, PPD) et ouvriers (PS, PCP), va lui permettre de chercher à tenir ce qu'il promet : « la liberté dans la sécurité ». Autant dire, comme l'entendent clairement les patrons de la confédération des industriels portugais et les gros propriétaires de la Confédération des agriculteurs du Portugal : la liberté d'exploiter dans la sécurité du profit.

Environ 15% des voix recueillies par le PPD et le PS aux élections législatives du 25 avril 1976 -sans compter le nombre plus élevé d'abstentions-manquant en effet à l'appel du « candidat du Portugal ». La plupart proviennent sans doute des électeurs socialistes qui ont voulu marquer leur mécontentement devant la décision du PS de soutenir Eanes.

Le secrétaire général Mario Soares qui ne peut aujourd'hui compter sur la totale discipline

de son électorat devra faire face, demain premier ministre à l'ombre d'Eanes, à l'indiscipline sociale des travailleurs, y compris d'ailleurs de ceux du PS, attaqués par son gouvernement.

La chute vertigineuse du score d'Octavio Pato par rapport au résultat remporté par son parti à l'Assemblée de la République, est un sérieux avertissement pour la direction du PCP.

Les quarante sièges occupés par le PCP au parlement ne sont évidemment pas remis en cause par cette véritable raclée présidentielle que subit Octavio Pato. Mais il lui fallait une certaine dose d'hypocrisie, après avoir dix jours durant, concentré le feu sur « la campagne divisionniste d'Otelto qui sert la réaction », pour oser tirer ainsi le bilan des présidentielles : « Si l'on additionne les voix recueillies par Otelto et par le candidat du PCP, on note une nette tendance à l'évolution à gauche dans les principales régions prolétariennes (Lisbonne, Sétubal, Evora, Beja) ».

Lire la suite page 2

EXTRAITS
DU
DISCOURS
D'OTELO
A LISBONNE

page 3

Assauts d'une violence jamais vue
des Phalangistes contre un camp
Palestinien au Liban

LA STRATEGIE DE LA TERREUR

Les affrontements à Beyrouth atteignent un degré de violence inconnu depuis le début de la guerre civile. Plus de 6000 miliciens du Parti phalangiste, du Parti national libanais et des Gardiens du Cèdre participent de « depuis mardi dernier à l'assaut contre le camp Palestinien de Tall el Zaatar, une enclave progressiste dans la portion du territoire libanais contrôlé par les forces conservatrices.

A nouveau le port est en flamme. Des tirs meurtriers sont échangés de part et d'autre de la rue de Damas qui sépare les deux camps. Les forces progressistes se sont rapprochées du village de Deir-al Kamar, où est né l'un des leaders du camp réactionnaire, Camille Chamoun. La résistance et la gauche libanaise entendent ainsi monter que la chute du camp de Tall el Zaatar sera vengée, quoi qu'il arrive.

lire page 4

Ouverture
à Berlin-Est
de la
conférence
européenne
des PC
LES
CONFETTIS
DU
KOMINTERN

lire page 4

LA SOURDE REVANCHE DES BUREAUCRATES POLONAIS

La campagne de calomnies anti-ouvrières qui se développe actuellement en Pologne est à la mesure de la grande peur des bureaucrates. Préparant le terrain de la répression qui s'annonce, la presse « socialiste » bave : « aucun pays civilisé, aucune société, indépendamment du régime social, ne peut demeurer passive devant des tentatives de pillages, de réveiller les instincts de la foule, instincts menaçant l'ordre public et la sécurité de chacun. De telles tentatives doivent être et seront jugulées avec toute la sévérité de la loi » (Zycie Warszawy). Elle tente par ailleurs de présenter les grévistes comme très minoritaires et très isolés, alors que c'est le

mouvement de grève qui a précipitamment fait revenir le gouvernement sur sa décision d'augmenter les prix alimentaires. C'est beau la dialectique.

Par ailleurs un important meeting devait se dérouler hier à Varsovie, les principales artères et ponts de la capitale étaient coupés, officiellement pour permettre l'arrivée des délégations ouvrières, mais probablement pour éviter tout débordement. Le premier secrétaire du PC, Gierk en personne y aurait pris la parole, pour dénoncer les grévistes d'Ursus et de Radom.

L'heure de la normalisation a sonné.

Les éboueurs Marseillais
ont repris le travail

MALGRE SES EFFORTS
LE MAIRE « SOCIALISTE »
GASTON DEFFERRE N'A
PAS REUSSI
A BRISER LA GREVE

lire page 6

L'antésite et la CFT

L'usine Simca de La Rochelle. On y travaille, on y étouffe. Des bâtiments recouverts de tôle avec des baies vitrées qui ne s'ouvrent pas. Les ventilateurs prévus, depuis trois ans déjà, ne sont toujours pas installés.

Résultat: on crève dans cette usine où la chaleur atteint des proportions alarmantes. Mercredi dernier par exemple, soixante dix travailleurs se sont évanouis à leur poste de travail.

Chez Simca la CFT est le seul « syndicat ». Soixante dix ouvriers rendus malades par la chaleur dans la même journée que croyez vous que firent ces vaillants syndicalistes? Ils distribuèrent de l'eau et de l'antésite dans les ateliers...

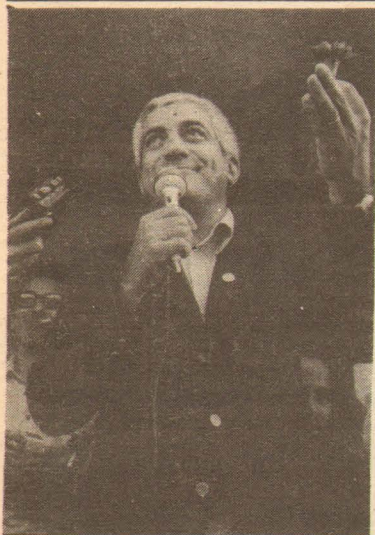
La rencontre
« au sommet »
de la gauche

LE
« MEILLEUR
ACCORD
POSSIBLE »

Après les concessions du Parti communiste qui ne met plus comme préalable un accord national sur des listes d'union dans toutes les villes de France pour les prochaines élections municipales, des négociations vont pouvoir s'ouvrir, au niveau des fédérations, pour la recherche d'un « meilleur accord possible » entre les partis signataires du Programme commun.

Une prochaine rencontre, à la rentrée, permettra de tirer le bilan des premières discussions.

lire page 5



Suite de la page 1

La direction du PCP a payé ce 27 juin une lourde (et méritée) addition pour toute sa politique de collaboration de classe incarnée par sa participation aux six gouvernements provisoires, dont témoignait encore « son refus d'appuyer ou d'attaquer les candidats militaires du conseil de la révolution », c'est à dire Eanes et Pinheiro.

Près de la moitié des électeurs du PCP ont voté pour Otelo, sans doute parce que le ton pris par sa campagne, en particulier la dernière semaine, reflétait mieux leurs aspirations à en découdre avec Eanes et à défendre pied à pied leurs conquêtes politiques et sociales pour demain les étendre. Surtout parce qu'Otelo en faisant de l'unité et des « organes populaires de base » (commissions de travailleurs et de moradores, coopératives et conseils de village) les thèmes centraux de sa campagne, a su (malgré ses ambiguïtés, ses confusions, les illusions qu'il a pu répandre) mieux faire revivre en eux l'espoir toujours actuel d'une société socialiste débarrassée de tous ses Eanes civils et militaires.

Incontestablement les presque 17% de voix recueillies par Otelo sont dans leur écrasante majorité des voix de travailleurs qui ont ainsi voté contre Eanes et la bourgeoisie et à gauche du PCP.

Le phénomène d'une ampleur considérable témoigne de l'extraordinaire combativité des travailleurs portugais, de leur volonté farouche de ne jamais revenir en arrière au 24 avril 1974. Mais sans alternative pour prolonger cette impressionnant résultat d'Otelo et de sa campagne, il ne fait guère de doute que le PCP, ce très mauvais moment passé, saura remonter le courant. Octavio Pato prophétisait déjà devant les journalistes d'extrême-gauche qui l'accablaient de questions (et de sarcasmes) lundi matin : « ne nous enterrez pas trop vite, attendez quelques mois pour voir ».

L'indépendance des travailleurs face à l'Etat bourgeois reste une question essentielle que l'expérience d'un gouvernement dirigé par le premier parti ouvrier réformiste va rendre plus pressante que jamais l'unité des travailleurs, à la base, certes dans leurs commissions et syndicats, mais aussi entre leurs organisations et partis est au centre de l'édification d'une riposte aux plans de la bourgeoisie et de son nouveau président.

Ceux qui ont manifesté leur enthousiasme et voté pour Otelo dimanche posent ces questions avec force, personne n'y répond encore.

Charles Michaloux.

Après les présidentielles au Portugal

Le PCP a perdu l'essentiel de ses voix au profit de la candidature Otelo

De notre envoyé spécial, Michel Rovère

Les résultats des élections du 27 juin pour la présidence de la république révèlent des bouleversements politiques très significatifs de l'électorat portugais comme l'irrésistible chute du candidat Pato, la percée de la candidature d'Otelo et la malaise dans la base électorale du Parti socialiste. Mais le scrutin de dimanche rend compte aussi de la continuité et de la permanence de certains traits caractéristiques de la vie politique portugaise comme la division Nord-Sud du pays ou la coupure entre le continent et les îles.

Le climat de la campagne a été moins tendu dans les provinces septentrionales du Portugal. La relative facilité avec laquelle le PCP a pu tenir ses réunions électorales dans le Nord, les succès de masse des meetings d'Otelo dans des places fortes de la réaction, les milliers de supporters rassemblés à Braga, Guimaraes, Matosinhos, Aveiro n'ont pas affecté en profondeur le comportement de l'électorat nordiste, assuré à l'avance de la victoire de son champion, défenseur de la « liberté dans la sécurité ». Le phénomène est identique pour les îles. Aux Açores, à Madère, dans les districts d'Aveiro, Braga, Bragança, Castelo Branco, Guarda, Leiria, Coimbra, Viana do Castelo, Viseu et

Portalegre) ou l'Alentejo (Beja et Evora), le choc pour le PCP est terrible. Dans ces terres de vieilles implantations où une bonne partie de l'épopée du PCP sous le salazarisme, au moins depuis les années 50, a été écrite, le Parti de Cunhal perd régulièrement de 40 à 60 % de ses électeurs selon les districts. Pourtant aucun effort de propagande n'avait été négligé ici. Partout le PCP a mené une bataille acharnée contre Otelo, en expliquant que ce n'est pas le COPCON qui a fait la réforme agraire. Ici, le patriotisme de parti a été poussé au paroxysme. Dans les coopératives, les militants du PCP ont mené bataille pour boycotter les meetings d'Otelo. Quelques heures seulement

son plus gros score aux dernières élections pour l'assemblée de la république : 44,35 % des suffrages. Pato recueille avec 60 500 voix, 18,68 % des suffrages. La chute est vertigineuse. Surtout que, dans le même temps, Otelo obtient 41,83 % des votes et bat même — c'est le seul district où cela se soit produit à travers tout le Portugal — Ramalho Eanes.

Le retournement

Ici, comme dans la province méridionale de Faro, Otelo recueille une portion plus importante des voix du PS. Mais l'analyse du scrutin, comme le déroulement même de la campagne électorale montrent que le gros des voix du major vient de l'électorat du PCP. Le bide monstre du meeting de Cunhal et Pato à Setubal, les succès des rassemblements d'appui à Otelo dans la même ville et à Barreiro, ne laissent pas prévoir un tel retournement. La signification des votes apparaît clairement du tableau des résultats. C'est dans les zones agraires et industrielles où les luttes de classe ont été les plus dures depuis le 25 avril 74, là où les expériences de contrôle ouvrier et d'auto-organisation sur les lieux de travail et d'habitation ont été les plus poussées que l'impact de la candidature d'Otelo a été la plus forte.

RESULTATS DEFINITIFS

Electeurs inscrits	6 477 488
Votants	4 885 624
Bulletins blancs	0,42 %
Bulletins nuls	0,90 %
Participation électorale	75,42 %
Ont obtenu	
Général Ramalho Eanes	2 967 417 — 61,54 %
Major Otelo Saraiva de Carvalho	796 392 — 16,52 %
Amiral Pinheiro de Azevedo	692 382 — 14,36 %
M. Octavio Pato	365 371 — 7,58 %

Vila Real, le général aux lunettes noires fait des scores typiquement polonais. Et comme l'histoire des faits sociaux ne peut être réduite à l'anecdote des notables ou des nuits bleues de l'ELP et du MDLP (mouvement fasciste animé par Spínola) forcés de constater que d'une élection à l'autre, les résultats indiquent une même réalité : les bouleversements sociaux n'ont pas touché ces sociétés rurales arriérées, économiquement et culturellement.

Les petits paysans ont ressenti très profondément les affres de bouleversements sociaux qui les ont inquiétés sans rien leur apporter sinon l'inflation. Si dans ces districts, Otelo devance régulièrement le candidat communiste, il y a peu de bouleversements électoraux décisifs. C'est un constat à faire : c'est l'amiral de Azevedo qui a recueilli autour de sa candidature populiste, démagogique et ultra-personnalisée — « Laissez venir à moi les braves portugais qui veulent me parler » — le malaise des bases du Parti socialiste. Le score qu'il réalise à Porto montre comment les militants ouvriers du PS ne se sont pas reconnus à la fois ni dans la candidature de Pato, ce qui ne surprend guère, ni dans celle d'Otelo. Si donc le Tage existe toujours, qui sépare deux réalités sociales et politiques bien tranchées, c'est au Sud de ce fleuve qu'interviennent les bouleversements électoraux les plus importants.

L'impact de la candidature Otelo

C'est dans les terres de la réforme agraire et dans les ceintures industrielles urbaines du Sud que l'impact de la candidature Otelo a été décisif et que sa répercussion sur l'électorat du PCP s'est fait le plus sentir.

Dans le Ribatejo (Santarem et

avant l'ouverture du scrutin, une mini-cassette enregistrée de Cunhal était envoyée aux principales coopératives, dans laquelle le secrétaire général du Parti communiste expliquait pourquoi il convenait de voter utile en votant Pato.

Dans ces zones le PCP a payé le compromis qu'il a passé à son entrée dans le sixième gouvernement avec le PS et le PPD, pour limiter les effets et l'application de la réforme agraire. Le PCP paye aussi son silence sur les provocations policières qui ont été manifestes, lors des meetings provocateurs du CDS et du PPD ou quand les commandos de Jaimes Neves, la police et la garde nationale ont encerclé, ratissé les coopératives agricoles rouges, à la recherche d'armes et de Cubains (sic) après le 25 novembre. L'analyse des votes dans un district comme Evora montre qu'Otelo ne recueille qu'une toute petite frange de l'électorat PS, qui s'abstient ou vote pour Azevedo. En revanche, c'est de l'électorat même du PCP que vient le gros des voix.

Setubal : le cœur et le centre

Mais là où le choc du score réalisé par Otelo prend pour le PCP des allures de commotions, c'est sans conteste dans la ceinture industrielle de Lisbonne. A Lisbonne même, le PCP perd la moitié de ses électeurs. Mais le Waterloo du Parti communiste portugais commence réellement dans le district de Setubal, le cœur et le centre de la classe ouvrière portugaise. C'est là que, sur quelques dizaines de kilomètres carrés sont concentrés les grands chantiers navals, la sidérurgie, l'essentiel de l'industrie métallo-mécanique, une part importante des cimenteries, des raffineries portugaises. C'est ici que le PCP a fait, avant Beja et Evora,

l'ennemi à battre dans cette campagne : Eanes, le commis d'une bourgeoisie portugaise qui voudrait bien faire passer le résultats des présidentielles dans les usines et les campagnes. C'est dans les districts où Otelo recueille le plus de voix qu'Eanes fait ses plus mauvais scores, quand il n'est pas purement et simplement minoritaire (beja, Evora, Setubal). Le sens de classe d'un tel résultat, au-delà des illusions portés par la candidature Otelo est clair.

Inquiétudes à voix haute

En se fondant sur les résultats électoraux aux législatives des trois partis qui appuyaient Eanes, l'homme du 25 novembre aurait du être plébiscité avec 80 % des voix. C'est donc plus de la moitié de l'électorat socialiste qui, en se réfugiant dans l'abstention, en reportant ses voix sur un candidat de fortune ou en votant minoritairement pour Otelo, inflige un camouflé cuisant à la direction du PS et marque sa défiance face au général Eanes. Ce fait, ajouté à toute la volonté d'en découdre qu'ont montré les travailleurs qui ont voté Otelo justifie d'ores et déjà les inquiétudes à voix haute d'un Eanes ou de futures premiers ministres Soares.

Michel Rovère



Photo Rosa

L'ennemi à battre

Il n'y a pas de précédents, au Portugal ou ailleurs, d'une telle modification des comportements électoraux en l'espace de deux mois. Ni dans les campagnes du Sud, ni dans les ceintures industrielles, les rapports de force sociaux n'ont connu de réels bouleversements depuis le 25 avril dernier. Le front de la réforme agraire est stable sinon calme. Les luttes ouvrières n'ont pas connu d'échec retentissant, ni d'avancées décisives. L'une des raisons qui explique le succès de la candidature d'Otelo, c'est que dans cette élection, la dynamique du vote utile n'a pas joué en faveur du PCP. Là, pas question d'avoir un scrutin proportionnel à un tour le maximum de députés possibles. Ceux qui ont choisi Otelo ont voté aussi pour celui qui a désigné le plus clairement

Les commissions ouvrières en Espagne

A partir de demain, nous publierons une série d'articles sur les commissions ouvrières en Espagne qui vont tenir incessamment une assemblée nationale interdite.

Demain mercredi, un premier article retracera la trajectoire des commissions depuis leur apparition.

Jeudi matin, nous publierons un entretien de Rouge avec Marcelino Camacho, dirigeant des commissions ouvrières, sur la fonction de cette assemblée dans la conjoncture politique actuelle.

Vendredi, nous publierons un entretien avec un autre membre du secrétariat général des commissions ouvrières, Nicolas Sartorius, sur le type de syndicalisme nouveau que veulent représenter les commissions, leur forme d'organisation, le droit de tendance en leur sein.

Enfin samedi, nous présenterons les réponses avancées par nos camarades espagnols de la LCR-ETA VI ainsi que des expériences significatives de lutte.

Nous insistons auprès de nos camarades, et en particulier auprès des militants syndiqués sur l'importance de ce dossier, sur la base de discussion qu'il constitue, et sur l'intérêt de le diffuser le plus largement possible dans les entreprises.

Extraits du discours d'Otelo de Carvalho vendredi sur la place du commerce à Lisbonne.

L'auto-organisation, l'unité des travailleurs, la démocratie ouvrière, ces thèmes, parfois cernés à tâtons, sont devenus autant de points forts de la campagne d'Otelo de Carvalho qui explique, avec l'opposition au général Ramalho Eanes, son score électoral. Ces thèmes, il les a abordés tout au long de sa campagne. Mais le succès même de ses meetings successifs, la polémique de plus en plus violente avec Eanes déterminent l'infléchissement régulier de sa campagne qui est devenue de jour en jour plus radicale, plus explicite aussi. Les bilans qu'il dresse sur les illusions partagées et les

erreurs commises après le 25 avril rendent compte aussi de cette évolution.

L'abandon de thèmes aussi ambigus que l'apartidarisme, le rejet de toute idée d'union nationale, la référence constante à la construction d'un socialisme fondé sur la prise en mains par les travailleurs eux-mêmes de leur destin, témoignent de cette clarification. Voilà à titre de document, certains des principaux extraits du discours de clôture de la campagne électorale qu'Otelo a prononcé vendredi dernier devant 40 000 personnes sur la place du commerce à Lisbonne.



L'UNITÉ, L'ORGANISATION ET LA MOBILISATION DU PEUPLE TRAVAILLEUR

« En vous, camarades et amis, je salue tous les ouvriers et travailleurs des villes, des campagnes et de la mer, qui, du Nord au Sud, du continent aux îles, travaillent et luttent pour un Portugal socialiste (...) »

« Il est bon de rappeler une fois de plus que, parmi les militaires qui ont pris l'initiative d'abattre par les armes une dictature qui maintenait le peuple dans la misère, l'exploitation et l'oppression, tous ne cherchaient pas à atteindre le même objectif. Il est bon de rappeler que certains d'entre eux, comme ils l'ont démontré, comme ils le prouvent encore, désiraient seulement renverser un régime oppresseur pour le remplacer par un autre où l'essentiel se perpétuait de la même façon. D'autres avaient des vues plus larges. Ils voulaient en finir avec la misère, avec l'exploitation, ils voulaient que les travailleurs prennent la parole, qu'ils prennent leur destin en main, ils voulaient qu'on puisse enfin vivre en démocratie, en véritable démocratie, celle où c'est le peuple qui décide vraiment de tout »

« La force du mouvement populaire, la dynamique progressiste de nombreux officiers et sergents, et surtout des soldats qui voulaient améliorer les conditions de vie, qui voulaient la liberté et la paix, sont parvenues à vaincre tous les obstacles, tous les grains de sable mis dans l'engrenage, toutes les manipulations de cabinet, toutes les tentatives de démobilisation dans les entreprises et les campagnes (...) »

On est tué par les ennemis qu'on a préservés

« La droite continuait ses menées souterraines, ses mensonges et ses conspirations. Mais la droite fut aidée, il faut le reconnaître. Elle fut aidée par ceux qui estimaient que c'était la conciliation systématique avec elle qui peut résoudre les problèmes. Elle fut aidée par ceux

qui s'estimaient les détenteurs uniques de la vérité et qui, pour cette raison, n'ont pas toujours correctement analysé le rapport de force et l'état d'esprit du peuple travailleur. Elle fut aidée par ceux qui ont eu une vision gauchiste du processus. Ceux qui pensaient que la victoire des travailleurs se gagnent en un jour, ceux qui avançaient, sans prêter attention à l'arrière-garde, sans se méfier des infiltrations, en commettant des erreurs, plus tard mises à profit par la droite. Elle fut aidée par les partis politiques, qui, bien que nécessaires, n'ont pas joué un rôle clarificateur et de discussion ouverte des problèmes, ce qui a conduit à plusieurs reprises au sectarisme. Elle fut aidée par les erreurs des militaires, parmi lesquelles je compte, qui n'ont pas su résoudre et dépasser les divergences secondaires qui surgissaient. (...) »

« Il y a un proverbe qui dit : « On est tué par les ennemis qu'on a préservés ». Bien des fois j'ai entendu cet avertissement de la part d'amis. Cela n'est pas un appel à la violence, c'est un cri d'alarme pour que tous les jours, dans les entreprises, dans les champs, dans les écoles, le peuple de ce pays, les travailleurs, voient qui les divise, qui leur ment, qui les manœuvre avec de belles paroles. C'est la division des travailleurs, leurs erreurs et les progrès de la droite, qui ont facilité la victoire du coup réactionnaire du 25 novembre, ainsi que ces conséquences. A partir de cette date, la droite a repris confiance et s'est avancée à découvert. (...) »

« Mais la droite n'a pas remportée la victoire qu'elle espérait aux élections du 25 avril. La victoire qui, sous couvert de démocratie, leur aurait donné la légitimité de sa « liberté dans la sécurité », c'est à dire la liberté dans la sécurité d'exercer sa répression contre le peuple. C'est maintenant, au moment des élections présidentielles que la droite cherche à rattraper son retard. Elle cherche à surmonter ses désaccords pour appuyer ensemble son candidat et ceux qui parlent tant de démocratie, ceux qui vont jusqu'à parler de socialisme et qui ont décidé, sans consulter le peuple, que Ramalho Eanes coûte que coûte devrait être président. Ceux qui discourent tant contre les dictats, les coups des autres, en inventant et en déformant aux besoins les faits, sont aujourd'hui ceux qui veulent imposer leur président, utilisant pour cela tous les coups bas qu'ils connaissent. (...) »

« Les capitalistes, les serviteurs de l'impérialisme, les ennemis du peuple donnent leurs voix à Ramalho Eanes pour que celui-ci leur permettent de récupérer ce qu'ils ont perdu après le 25 avril. Ces gens savent que Eanes obéira à leurs ordres et leur donnera la liberté dans la sécurité pour procéder aux licenciements, pour augmenter les prix, pour geler ou baisser les salaires, pour détruire la réforme agraire et les nationalisations, pour intensifier la répression contre le peuple travailleur et ses organisations. (...) »

« Les travailleurs ont montré qu'ils savaient que le renforcement et le développement des syndicats, des commissions de travailleurs et de moradores, des coopératives et des conseils de village, leur étaient indispensables. Les travailleurs ont montré qu'ils voulaient l'unité, que l'unité est possible et qu'ils s'uniront chaque jour davantage. Les travailleurs ont montré que leurs organisations existaient toujours et qu'elles se renforceraient. (...) »

L'unité des travailleurs

« Camarades, socialistes et communistes, votre responsabilité est immense. Perdre un vote c'est facilité la victoire de ceux qui ouvrent la voie à la droite. Certaines des forces qui ont une grande responsabilité auprès du peuple travailleur portugais, certaines de ces forces disent que ma candidature ne sert à rien parce qu'elle

n'offre pas cette soi-disante alternative viable pour l'évolution progressiste de la révolution commencée le 25 avril.

« Faut-il leur demander s'ils se fichent de nous ou s'ils se moquent de la capacité et de l'intelligence des travailleurs, de tous ceux qui veulent résoudre leurs problèmes. Doit-on leur demander si c'est le projet, appuyé par le CDS et d'autres organisations fascistes qui est viable, si c'est lui qui parviendra à soi-disant « reconstruire le pays » au bénéfice des travailleurs ? »

« Faut-il leur demander si c'est ce projet, fondé sur les emprunts étrangers, qui nous prend la peau et les os, qui nous oblige à donner aux impérialistes ce qu'ils demandent, si c'est bien ça le « bien de la Nation » ? (...) L'un des facteurs les plus importants pour le succès du projet porté par ma candidature c'est l'unité, l'organisation et la mobilisation du peuple travailleur. C'est cela que nous appelons compter avec nos propres forces. C'est à cela que nous nous référons quand nous disons que tout projet, aussi techniquement parfait soit-il, ne peut être appliqué contre la volonté des travailleurs, sans leur participation et approbation, sans la conviction que c'est aux travailleurs de résoudre la crise en leur faveur. »

« Cette condition implique que tout projet devra être amplement discuté par les travailleurs et le peuple, et démocratiquement appliqué. Cela signifie que tous les projets politiques et économiques devront se fonder sur la mobilisation politique des travailleurs. Cela signifie que dans le domaine économique, nous défendrons d'abord les conquêtes déjà acquises : la réforme agraire, les nationalisations, le contrôle ouvrier, et que nous chercherons à approfondir ces conquêtes, ce qui veut dire par exemple que les nationalisations doivent être effectivement mises au service du peuple pour qu'il puisse en tirer profit. »

« Le peuple travailleur n'a pas seulement montré une fois de plus

sa capacité de lutte, son imagination créatrice et sa volonté de vaincre, il a démontré aussi qu'il est capable de découvrir et de parcourir le chemin qui doit nous mener à la victoire : le chemin de l'unité des travailleurs, le chemin de l'unité construite sans manipulation dans les organes populaires de base et dans les autres organisations de travailleurs, le chemin de l'unité construite dans la lutte et dans la démocratie des travailleurs. (...) »

« L'unité ne peut être construite que si les travailleurs défendent avec acharnement leur démocratie. L'unité ne peut être construite que quand les travailleurs appliquent leur démocratie et n'acceptent pas les coups et les manipulations d'où qu'elle viennent. Quand les travailleurs se font des crocs-en-jambe et s'affrontent, quand les partis manipulent, ils traitent en fait leurs amis comme des ennemis. (...) »

« Pour cloturer cette campagne, je prends un engagement solennel devant le peuple travailleur portugais. Moi, Otelo Saraiva de Carvalho, avec vous tous pour témoins, je prends l'engagement solennel, si je suis élu, d'utiliser tous les pouvoirs que la constitution me reconnaît pour :

- combattre le fascisme, l'impérialisme, l'exploitation capitaliste et tous les ennemis du peuple ;

- garantir que la constitution, le gouvernement, les forces armées et militarisées, tout le pouvoir de l'Etat, ne seront jamais utilisés contre le peuple.

« Je prends aussi l'engagement, quoi qu'il arrive, d'être toujours à vos côtés, aux côtés du peuple dans la lutte, unitaire et organisée, que nous devons livrer contre l'exploitation et l'oppression et pour le socialisme. »

« Ate a victoria sempre !
« Jusqu'à la victoire toujours ! »

OUVERTURE A BERLIN-EST DE LA CONFÉRENCE EUROPÉENNE DES P.C.

LES CONFETTIS DU KOMINTERN

C'est dans les pompes bureaucratiques que s'ouvre aujourd'hui la conférence « tant attendue » des partis communistes Européens. Cette cérémonie toute formelle ne sera que l'ignoble caricature d'une 3^e Internationale depuis longtemps trahis et enterré par les usurpateurs stalinien. Cependant on n'y chantera pas comme à l'accoutumé la traditionnelle messe à « l'URSS, patrie du socialisme » et à son « grand parti guide du prolétariat international ». Si l'ordre de la révolution planera sur la conférence, ce sera par les importantes divergences que la montée impétueuse du mouvement de masse a provoqués au sein du mouvement communiste international, quand à la meilleure manière de contenir les mobilisations du prolétariat, au profit des intérêts de l'URSS, ou de les utiliser au profit des intérêts « nationaux » des PC de masse.

Ils seront 28 partis représentés pour la plupart par leurs secrétaires généraux : Marchais, Berlinguer, Brejnev etc.. En vedette Tito, qui pour la première fois depuis 48, date son excommunication, participera à une réunion de ce genre.

Cependant les temps ont bien changé depuis la dernière conférence européenne de Karlovy-Vary, en tchécoslovaquie, en 67. A

l'époque, malgré la direction de la Roumanie, de la Yougoslavie, on avait quand même adopté un « Programme d'action », consacrant le statu-quo européen, et reconnaissant de manière implicite la suprématie de l'URSS et de ses intérêts sur le mouvement. En 69 à Mouscou, à la conférence internationale des PC, le parti italien n'avait pas signé l'entiereté du document final sur « la lutte contre l'impérialisme et l'unité d'action des PC », mais grosso-modo l'unité d'action derrière Mossou était préservée, quitte à masquer de concessions les plus grosses lézardes qui s'étaient fait jour dans le mouvement.

Aujourd'hui plus personne ne croit à la fiction d'un traditionnel mouvement communiste serrant des coudes pour défendre la citadelle du « socialisme » assiégée. La lutte de classe aura fait son lent travail de sappe. Il aura en effet fallu 20 mois de discussions souvent orageuses et pas moins de 14 réunions préparatoires sans parler des innombrables consultations bilatérales pour qu'enfin la conférence puisse se tenir. L'idée était lancée en juillet 74 par Brejnev, et devait aboutir à « l'élaboration d'actions communes des PC, dans le but d'approfondir la détente sur le continent européen et aider le combat des masses

laborieuses ». Il s'agissait en clair d'examiner les conséquences découlant de la crise du capitalisme, d'examiner dans quelle mesure les tactiques d'alliance, en particulier l'Union de la Gauche (qui venait d'être battue de justesse aux élections présidentielles, au grand soulagement des soviétiques), et le compromis historique, remettraient en cause le statu-quo européen, et par là même les intérêts de l'URSS, accessoirement Brejnev escomptait une condamnation de la Chine, mais sans trop y croire. La première réunion préparatoire, en décembre 74, se déroule dans une « atmosphère caractérisée par l'affirmation de l'égalité en droit, la compréhension mutuelle et la solidarité prolétarienne ». Tout semble aller pour le mieux. Cependant la 2^e réunion, le 8 avril 75 remet tout en question : le projet de document final, inspiré par le PCUS, tend à imposer une rigoureuse unité d'action. Le langage est dur, on y condamne les « alliances larges », les sociaux-démocrates y sont dénoncés. C'est le moment où la bureaucratie soviétique opère un tournant dans sa politique internationale. N'acceptant plus de faire des concessions politiques aux américains, en échange d'avantages économiques, elle vient de rompre l'accord commercial soviéto-US, et

tente de profiter de l'affaiblissement de l'impérialisme à la suite de sa défaite au Viet nam pour durcir le ton et tenter une « opération » en Afrique. Mais cette politique nécessite qu'aucun débordement ne se produise dans une région aussi vitalemment stratégique que l'Europe, la conférence d'Helsinki est en vue, elle doit consacrer l'apothéose du statu-quo maximum en Europe. C'est pourquoi il ne faut pas que l'accession d'un PC au gouvernement puisse venir rompre ce fragile équilibre, compte tenu de toute la dynamique politique incontrôlable qu'une telle situation risque de provoquer. Le Portugal constitue à cet égard un laboratoire.

C'est cette politique, bien sûr inacceptable par les PC de masse, en particulier Français et Italiens, qui va bloquer la suite des débats. La polémique prendra des formes byzantines et alambiquées dans la plus pure tradition stalinienne : on ne parle pas de diktat soviétique mais d'internationalisme prolétarien, on s'envoie différentes interprétations de la coexistence pacifique en guise de politesse. Il faudra d'importantes concessions de l'URSS pour arriver enfin à un accord. Ayant fini par prendre son parti de l'éventuelle accession d'un PC au gouvernement, elle a choisi d'essayer d'en tirer le maximum de bénéfice politique, malgré tous les risques, plutôt que de voir s'opérer une rupture ouverte dans le mouvement communiste international, qui pourrait avoir des conséquences beaucoup plus graves. De leur côté, les PC ont encore intérêt à une telle conférence, dans la mesure où l'accord politique se réduira au plus petit dénominateur commun. En tout état de cause cette conférence ne sera que le constat d'un mouvement communiste irréversiblement divisé.

Sacha Blumkine

LIBAN STRATEGIE DE LA TERREUR

L'absence de solution politique à court terme a donné naissance à une nouvelle stratégie : celle de la terreur. La droite chrétienne a relancé son offensive au moment où les troupes syriennes commençaient à se retirer, victimes de l'isolement grandissant de Damas dans le monde arabe. La droite chrétienne entendait ainsi prouver sa volonté de ne pas céder au moment où elle avait fini par obtenir, enfin, cette internationalisation du conflit qu'elle avait tant désirée.

Du coup la reprise des affrontements a permis à la Syrie de reprendre ses opérations et de recommencer à déployer ses unités pour accroître son offensive contre la résistance et la gauche. Le régime de Damas a même franchi un nouveau pas dans l'escalade de la répression en poursuivant ses attaques contre la Résistance sur le sol syrien. La base navale palestinienne de Jabala a été fermée, les bateaux et les armes saisies et les militants palestiniens arrêtés. Un journal koweïtien rapporte que des soldats syriens auraient investi des camps de réfugiés en territoire syrien, recherchant et arrêtant les militants liés au Fath.

La Résistance palestinienne a donc vu une nouvelle fois ses espoirs déçus et la preuve est à nouveau faite qu'il ne lui sert à rien de vouloir monter un régime arabe contre un autre. L'offensive de Damas intervient en effet alors même que l'Egypte et la Syrie, au sommet de Ryad, opèrent un nouveau rapprochement de leurs positions. Assad a lui très bien senti d'où pouvait provenir la seule menace un tant soit peu efficace contre son régime : n'a-t-il pas adopté la semaine dernière toute une série de mesures répressives à l'encontre de son opposition intérieure.

R. Brestar

Sommet des "sept". Week-end à "l'oasis" (bis)

DES MICROS DANS LA PISCINE

Il faisait si chaud hier à l'Oasis que d'un commun accord les 21 présidents et ministres qui participent au sommet de Porto-Rico ont décidé de tenir leur première réunion en se rafraîchissant dans l'une des nombreuses piscines de l'hôtel. « Ici au moins, l'eau ne manque pas », devait ajouter le président du Conseil italien, M. Aldo Moro « Ce n'est pas comme le Frioul où mes concitoyens sont en train de s'initier aux joies du camping en plein désert... ».

Gérald Ford : « D'abord, je veux vous remercier d'avoir répondu à mon invitation. Ce sera toujours un argument de plus à opposer à cet empêchement de danser en rond qu'est Ronald Reagan. Mais si je vous ai réunis ici, c'est surtout pour vous parler d'un grave danger qui nous menace tous... ».

Aldo Moro : « Le marxisme totalitaire »

Gérald Moro : « Non, euh... enfin oui. Mais, je voulais parler de l'inflation ».

Tous : « Bravo »

Valéry Giscard d'Estaing : « Nous devons tout faire pour consolider la reprise tout en renforçant notre lutte contre l'inflation. Nos grands pays industrialisés doivent manifester concrètement leur solidarité dans la lutte contre ce fléau qu'est... »

Aldo Moro : « le marxisme totalitaire ! »

Valéry : « ... l'inflation ».

James Callaghan : « Vous savez chez nous la reprise économique on aimerait bien la voir se manifester plus concrètement ».

Valéry : « C'est pourquoi je propose de transformer la reprise économique en expansion soutenue et durable ».

Tous : « Oui »

Helmut Schmidt : « Mais comment ? ».

Valéry : « Stabiliser le chômage à un taux raisonnable... »

Ford : « Réduire les avantages sociaux... »



Callaghan : « Plus facile à dire qu'à faire. Regardez le mal que nous avons eu à imiter la hausse des salaires... ».

Moro : « Si vous croyez qu'il nous est possible de faire accepter cela si facilement à Berlinguer. Donnons-nous plutôt quelques milliards de dollars ».

Schmidt : « Si vous voulez des marks, vous en aurez. Mais donnez-nous des garanties. Nous n'avons pas l'intention de les donner au PCI ».

Gérald Ford : « Vous aurez aussi des dollars. Mais puisque nous en sommes à parler d'argent, parlons donc un peu de nos monnaies respectives ».

Valéry : « Il serait bon en effet que la lire et la livre cessent de se casser la gueule à tout bout de champ ».

Gérald Ford : « Et que l'Allemagne et le Japon fassent un effort pour nous permettre de réduire le désé-

quilibre de la balance des paiements ». (s'adressant au premier ministre japonais). « En maintenant artificiellement le yen à son niveau le plus bas pour favoriser les exportations vous ne respectez pas les règles de la concurrence ».

Takeo Miki : « Comme si vous ne l'aviez pas fait vous même ».

Ford : « Nous n'allons pas continuer à vous entretenir ».

Valéry : « Ce n'est pas le moment de faire du protectionnisme ».

Schmidt : « Si vous êtes réélu nous en reparlerons ».

Pierre Elliott Trudeau : « Si j'avais su je ne serais pas venu ».

Brouhaha général couvert petit à petit par les slogans des 15 000 manifestants qui, à l'appel du Parti Socialiste de Porto Rico (PSP) et du Parti pour l'indépendance de Porto-Rico, sont venus protester contre la tenue de ce sommet sur le sol porto-ricain et dénoncer l'impérialisme et le colonialisme américain.

La rencontre de l'OUA à l'île Maurice

LE GOUVERNEMENT GISCARD ACCUSÉ

• Djibouti fin prête pour l'indépendance

Il a fallu changer la vaisselle « made in south africa » pour la remplacer par une vaisselle « neutre » et les journalistes africains logés dans un grand hôtel de création sud africaine ont décidé de demander un nouveau domicile. Ces anecdotes traduisent le climat politique qui règne actuellement à Port Louis, capitale de l'île Maurice où se poursuivent les travaux du 27^e conseil des ministres de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA). Les relations très profondes entre l'île Maurice et l'Afrique du sud étant d'ailleurs l'objet de vives attaques de la part des délégués. Les deux précédentes journées montrent d'ailleurs un net durcissement des positions à l'encontre des gouvernements occidentaux. La vente de la centrale nucléaire par la France à Prétoria, les massacres de Soweto et la rencontre Kissinger-Vorster y sont certainement pour beaucoup. Une violence des propos qui pour de nombreux pays en demeurera là.

Ceci dit un certain consensus se fait jour sur certaines cibles précises : le gouvernement Giscard en l'occurrence. Une attaque que ce dernier ne sous-estime pas dans le cadre de sa politique multiface en Afrique. Ainsi des rumeurs ont couru

selon lesquelles il a été reproché à l'ambassadeur Français « de permettre à certaines personnalités d'être venues spécialement à l'île Maurice pour faire pression sur certaines délégations africaines afin que celles-ci expliquent la position du gouvernement français concernant la vente de centrales nucléaires à l'Afrique du sud ».

La question de Djibouti a fait l'objet d'une séance au cours de laquelle se sont exprimés Ali Aref, Ahmed Dini au nom de la LPAI et du FLCS, le Mouvement de Libération (MPL). En outre la mission de l'OUA qui s'est rendue au mai dernier à Djibouti a présenté ses conclusions.

Les gouvernements Somalien et Ethiopien ont publié une déclaration commune dans laquelle les deux pays « s'engagent à reconnaître la souveraineté et l'existence de Djibouti après son accession à l'indépendance et à renoncer à toute revendication à son égard », notamment territoriale. Les derniers prétextes de Paris ayant trait à la convoitise des états voisins tombent.

Pour son accession à l'indépendance le nouvel état aura eu bien des tuteurs. Il devra compter avec eux demain.

F. Tenaille

Le PCF a cédé

La réunion « au sommet » des leaders de l'union de la gauche, hier matin a abouti à un accord pour la préparation des élections municipales de l'année prochaine. Le communiqué commun indique notamment : « les trois formations invitent leurs organisations départementales et locales à engager des négociations immédiates en vue du meilleur accord possible d'union de la gauche dès le premier tour de scrutin dans toutes les communes de France où ils sont présents. Par meilleur accord possible, les trois formations entendent : prendre pour base, pour la composition des listes, l'ensemble des consultations électorales intervenues depuis la signature du programme commun, assurer la solidarité de gestion pendant la durée du mandat sur un contrat municipal s'inspirant des orientations du programme commun. »

Cet accord est une relative surprise après l'échec de la première rencontre, le vendredi 20 mai. Il a été rendu possible par les reculs successifs du Parti communiste depuis que, le 1^{er} avril dernier, Georges Marchais eut proposé un accord national pour des listes d'union dans toutes les villes de France. Lors du comité central des 31 mai et 1^{er} juin, les dirigeants communistes avaient déjà fait deux concessions majeures en acceptant que la base de référence pour la constitution des listes proportionnelles ne soit plus les élections municipales de 1971, quand les socialistes étaient encore très faibles, et que la solidarité de gestion soit effective ce qui exclut donc les votes communistes contre les budgets proposés, dans les départements ou les communes, par des élus socialistes.

Le texte du communiqué commun signifie en réalité un nouveau recul de la direction du PCF. En effet, aucun accord national n'a été signé qui préconise des listes d'union dans toutes les villes de France. « Meilleur accord possible » ne veut en effet pas dire « listes communes ». Or, c'était pourtant la condition posée par Georges Marchais à l'ouverture de négociations au niveau départemental et local. Cette concession majeure du PC tient au malaise suscité dans les fédérations par l'impossibilité d'entamer des discussions avec des partenaires socialistes pourtant très entreprenant et au risque d'isolement qui en aurait résulté. Les termes très généraux de l'accord permettront donc aux socialistes de présenter des listes homogènes là où les mutations seront difficiles après six ans de collaboration avec la droite. Ils donneront aussi une porte de sortie aux communistes : celle d'apparaître comme les champions de l'union face à des alliés qui se montreraient dans certaines villes trop réticents.

Pierre Julien

LA FRANCE A SEC

UN PROBLEME POLITIQUE

La sécheresse persistante (sans espoir d'amélioration immédiate) est la cause de la multiplication des incendies ces derniers jours dans toute la France ; des centaines, voire des milliers d'hectares dans certains cas, ont été touchés. C'est dans la Lozère, dans l'Ardèche et dans l'Ouest, notamment dans le Morbihan, où l'incendie dure depuis samedi et a repris lundi matin, que le feu a commis le plus de ravages. Les anecdotes (vipères envahissant un champ, nuées d'insectes, bovins errant sur la route à la recherche d'un point d'eau) et incidents divers se multiplient, mais le plus sérieux reste le problème agricole. Pour les céréales, la baisse des rendements et donc des revenus des agriculteurs mettra en difficulté tous ceux qui se sont endettés pour moderniser, d'autre part, limitera les exportations, avec des conséquences sur l'ensemble de l'économie ; c'est encore plus grave pour le bétail, dans la mesure où, se débarrassant de leurs bêtes fautes de fourrage, les agriculteurs hypothèquent du même coup plusieurs années.

Sur place les organisations agricoles s'efforcent de limiter les dégâts en prenant diverses initiatives : création par les organisations d'éleveurs et de producteurs de céréales (CNE et AGPB) d'un comité permanent d'assistance et de solidarité pour lutter contre les conséquences de la sécheresse, création à Nantes, pour assurer l'alimentation en eau des exploitations agricoles de Loire Atlantique, et le ravitaillement en fourrage des animaux, d'un comité « calamités agricoles » par les organisations agricoles du département. Par ailleurs, les appels se multiplient à l'adresse du gouvernement, pour exiger des mesures de taxation, de soutien financier, de facilité de crédit, de garantie de revenu.

Celui-ci, dans la ligne du discours de C. Bonnet, ministre de l'Agriculture, vendredi dernier à l'Assemblée (Cf. Rouge du 26 juin), semble adopter une politique de dérobades et de mystère, les préfets se chargent localement des mesures

d'urgence, tout plan d'ensemble étant reporté à la fin de septembre...

Cet attentisme et ces tergiversations du gouvernement face à une situation en maints endroits dramatique semblent actuellement repousser au second plan le caractère ambigu de la plupart des appels émanant des milieux agricoles : ceux-ci posent rarement en effet le problème de la diversité de situation des agriculteurs (taille des exploitations, type d'exploitation, « surface » financière, statut de l'exploitant — propriétaire, métayer, fermier...), et ne remettent pas en cause une politique générale agricole qui profite aux gros agriculteurs — ceux-ci tenant par ailleurs les rênes des principales organisations d'agriculteurs, comme la FNSEA — mais attaque gravement le revenu des petits agriculteurs — donnant aux « catastrophes naturelles » comme la sécheresse actuelle des prolongements financiers dramatiques.

L'Humanité du 28 juin, qui se déclare en accord avec les revendications du « mécontentement » paysan, et critique — à juste titre — l'attentisme gouvernemental, n'évoque aucunement cet aspect fondamental et éminemment politique du problème.

Il est vrai qu'il est lié à celui du contrôle sur la répartition de l'aide publique, le crédit est au-delà sur la politique agricole, de tous les travailleurs de la terre, comme tend à souligner la récente prise de position des paysans-travailleurs des Côtes-du-Nord (Cf. Rouge du 26 juin).

Pourtant, en Espagne où la sécheresse sévit également, les paysans de Castille et du Léon s'emploient à concrétiser aujourd'hui une telle perspective.

L'exemple des paysans espagnols dans le Léon et en Castille

Les pertes subies par les agriculteurs de Castille et du Léon s'élevaient déjà à plus de 10 milliards de francs nouveaux. Pour lutter contre cette épreuve se sont constituées les Commissions Campesinas de Castille (commissions paysannes

de Castille) qui se définissent comme l'embryon d'un futur syndicat paysan.

Les CCC ne rendent pas le ciel responsable des dommages de leurs cultures, ils s'en prennent à « une politique agraire manipulée par les monopoles qui nous achètent et nous vendent ». « Nous allons faire des assemblées dans tous les villages pour nous faire connaître. Si nous les paysans nous unissons, ils ne pourront pas continuer à nous imposer des prix par décret », a déclaré à l'hebdomadaire *Cambio 16* un représentant des CCC.

Dans le manifeste sur la sécheresse préparé par cette

nouvelle organisation sont exigés : des engrais et des graines gratuites, des crédits sans intérêts ; un moratoire des dettes, douze mille pesetas d'aide par hectare affecté, et la réalisation immédiate des projets d'irrigation.

F. Pillet

LES CORRESPONDANTS SONT SECS

Aujourd'hui la sécheresse n'est plus un fait divers : c'est un événement social et politique de premier plan qu'une organisation révolutionnaire ne peut négliger. Or, nous avons reçu très peu d'informations directes de province.

Le congrès de Révolution!

UNANIMITE POUR LA FUSION AVEC L'OC-GOP

Le congrès de l'Organisation communiste « Révolution » s'est tenu ce dernier week-end à Paris. Environ 200 délégués représentant les cellules de l'OCR ont débattu deux jours durant sur l'ordre du jour suivant.

— rapport d'orientation général, situation politique et tâches
— commissions : extrême-gauche, échéances électorales, fusion avec l'OC-GOP

— débat sur les modalités de la fusion OCR-OC-GOP

« La décision de la fusion a été prise à l'unanimité du congrès », nous ont déclaré les dirigeants de l'OCR qui organisent cet après-midi une conférence de presse commune avec le BP de l'OC-GOP pour annoncer cette décision.

Un document commun OCR-OC-GOP sera donné à la presse à ce moment là. Il semble que la discussion du congrès de « Révolution » se soit centrée de façon délicate sur l'analyse de « l'extrême gauche » et de la tactique à adopter vis-à-vis d'elle. Ainsi, outre le PSU, trois camps ont été définis :

1°) le camp marxiste-léniniste constitué par l'OCR et la GOP
2°) un camp opportuniste de droite (trotskiste) structuré essentiellement par la LCR

3°) un camp opportuniste de gauche (marxiste-léniniste) polarisé par le PCR (ml).

Le PSU est analysé comme une organisation centriste glissant rapidement à droite et coincé entre l'extrême-gauche et la montée de l'Union de la Gauche. La recherche de l'unité d'action avec l'extrême-gauche est conçue comme un instrument de sa transformation nécessaire. Il est accordé semble-t-il une importance particulière au débat avec le PCR (ml), la perspective est aussi de lutter pour enrayer le glissement à droite du PSU, empêcher la constitution d'un bloc droitier LCR/PSU, obliger la LCR à en passer par une unité d'action avec les marxistes-léninistes, mener une bataille contre le sectarisme de LO. Une fusion réussie de l'OCR et de la GOP est jugée globalement comme permettant à l'organisation unifiée d'être pour l'essentiel, à égalité des forces avec les autres organisations d'extrême-gauche, de pouvoir raisonnablement se donner comme objectif politique de prendre la tête d'un camp révolutionnaire profondément refondu, de s'affirmer comme l'organisation qui joue un rôle décisif, moteur de la construction du Parti.

Il semble aussi que cette organisation unifiée se définira comme une organisation marxiste-léniniste, depuis sa fondation. Car si le type de rapport de forces qui existait alors à long terme empêcherait l'OCR de se proclamer marxiste-léniniste, aujourd'hui, sa croissance politique permet de dissiper les risques de cette appellation.

L'organisation communiste unifiée satisfait-elle aux conditions que le congrès de l'OC-GOP a posé à l'OCR ? La GOP insistait en premier point sur la nécessité d'un accord explicite sur la priorité du débat avec le PCR (ml). La GOP demandait aussi un accord sur les structures de l'organisation fusionnée accord sur les structures de base, accord sur les modalités de désignation des dirigeants incluant l'insertion des dirigeants dans les groupes de base, la consultation des groupes de base pour la désignation, le principe de la rotation des dirigeants, etc...

(Cf. résolution adoptée à l'unanimité moins 4 abstentions au 2^e congrès de l'OC-GOP.

L'OCR répond qu'il faut vérifier l'accord avec la GOP sur la tactique vis-à-vis de l'extrême gauche, (combat pour l'unité d'action sans exclusives, aucune alliance privilégiée ni processus de fusion dans l'état actuel des divergences avec d'autres forces (PCRml) et met à son tour des conditions organisationnelles (sur les cellules d'entreprises, sur la responsabilité des directions, etc...)

Le congrès de fusion est prévu en novembre 76 : l'unification des deux journaux « l'Outil des travailleurs et Révolution » et des structures devra se faire avant ce congrès. Voilà déjà des éléments d'information mais encore imprécis : nous rendrons compte dans Rouge de la conférence de presse commune des deux groupes.

(1) A 15h, à l'AGECA, 177 rue de Charonne 75011 Paris

LA HAUSSE EN LEGERE BAISSÉ

L'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,7 % au mois de mai (contre 0,9 % en avril) et de 4,7 % depuis janvier 76. Fourcade a notamment déclaré : « Ce retour à un rythme correspondant à un taux à peine inférieur à 10 % par an ne saurait être considéré comme un ralentissement suffisant. » On ne lui fait pas dire !

AFFAIRE PELLETIER

Le 7 juin dernier, Robert Pelletier, instituteur suppléant à Genevilliers, s'est vu radié de l'éducation nationale pour sa condamnation par le Tribunal Permanent des Forces Armées à la suite de la manifestation de Draguignan. Depuis cette date, protestations et prises de positions se sont multipliées ; l'inquiétude est grande notamment chez les enseignants à propos de ce qui peut créer un précédent rappelant facheusement les procédures de Berufsverbot (interdictions professionnelles pour raisons politiques) en RFA ; la même motion exige en conséquence « l'annulation de cette sanction et la réintégration immédiate de Robert Pelletier », en outre « rappelle son opposition à toute sanction contre les soldats

luttant pour leurs droits démocratiques d'organisation et d'information ».

La plupart des motions soulignent le caractère ouvertement politique de la sanction, puisque, comme le rappelle entre autres le SGEN Université 2 Grenoble, « Robert Pelletier avait été réembauché en toute connaissance de cause par l'E.N. en avril 75 et que ses qualités ne sont pas en question ».

Citons parmi les autres motions reçues celles du congrès de la section des Alpes-Maritimes du SNI, du conseil syndical de la FEN de l'Hérault, du SNES (FEN) de l'Yonne et un communiqué de soutien de la Fédération Nationale de la Libre Pensée.

Roux et Collomb sont deux antifascistes condamnés à 18 et 24 mois de prison pour s'être défendus contre une attaque fasciste. Le comité de soutien se réunit ce soir à l'AGECA, 177 rue de Charonne, 75011 Paris. Il

rappelle qu'il a besoin de l'aide de tout le monde, pour obtenir des documents, photos ou témoignages de personnes ayant subi des agressions fascistes.

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

Eboueurs de Marseille

LA REPRISE N'EST PAS LA DEFAITE

S'il a obtenu la reprise du travail, Defferre n'a pu écraser la grève ; ce n'est pas faute d'avoir essayé.

Dimanche après-midi, lors de la réunion de la direction du Collectif quasiment réduite à ce moment-là à une intersyndicale, quatre choses apparaissent :

tout d'abord le travail de sape de Force Ouvrière et les provocations continuaient (notamment par une présence provocatrice aux assemblées générales).

Une réelle division apparaissait non entre deux camps antagonistes mais du fait que de plus en plus de travailleurs reprenaient le travail, ne croyant plus en la victoire possible.

Ensuite, si le mouvement était suspendu, cela ne serait pas perçu comme une défaite, bien au contraire.

Le collectif disposait auprès de l'immense majorité des travailleurs d'une grande autorité et « qu'il fallait préserver cet outil ».

Dans les assemblées générales, l'analyse du collectif fut largement partagée même si dans plusieurs d'entre elles, certains regrettaient qu'il ne se soit pas donné le moyen d'organiser une assemblée générale décisive de deux délégués par secteurs et garages. Cela dit, la reprise



s'est faite dans un bon climat : les grévistes sont rentrés « la tête haute » ; certes il y a eu « des mots » avec les chefs mais pas entre travailleurs. Les éboueurs et chauffeurs, s'ils n'ont pas gagné, ne sont pas défaits ! Ceci n'empêche pas que le dispositif anti-grève reste en place : les flics surveillent en permanence les abords de l'endroit où se tenait l'assemblée générale des travailleurs et les garages ou les bennes vides. Les

bennes d'une boîte privée (où seul existe le syndicat Force Ouvrière) ramasse les ordures avec un flic muni d'un talkie-walkie et six soldats en treillis... A signaler cette phrase du Provençal (journal de Defferre) « On sait comment pendant deux jours 7% de mécontents sont parvenus à perturber le service des 93% restants ». Sans commentaires...

Correspondant Marseille

Les gazés du « Parisien Libéré »

BRISER LE MUR DU SILENCE

Depuis quinze jours, les plus vives inquiétudes persistent sur l'état de santé de deux des quatre blessés gravement atteints aux yeux, deux typographes et deux correcteurs du *Parisien Libéré*. Cela, à la suite d'une action destinée à « récupérer le papier », c'est-à-dire à empêcher la distribution des exemplaires du torchon d'Amaury fabriqué par des jaunes. Devant les versions fantaisistes — l'attaque d'un commissariat ! — et l'absence de toute campagne dénonçant la provocation policière, il faut rappeler les faits.

Dans la nuit du 15 au 16 juin, un chauffeur un peu nerveux (un nervi d'Amaury), transportant 5000 exemplaires du *Parisien Libéré* se dégage d'une interception qui n'en voulait qu'à son « papier » en fonçant sur un travailleur qui se trouve projeté à une dizaine de mètres. « On a cru qu'il était mort ! » nous a dit un des participants à cette action. Heureusement, il n'était que fortement commotionné et contusionné. L'attitude de ce chauffeur entraîne une course poursuite au cours de laquelle il récidive en projetant une voiture dans le fossé avant de se réfugier dans une bâtisse que les poursuivants ne reconnaîtront pas tout de suite comme étant un commissariat.

Un sort est fait aux pneus de la camionnette abandonnée et les journaux sont déchirés. Tout le monde se retire, mais la dernière voiture à partir est coincée par une 404 de flics appelés en renforts. Les quatre travailleurs du *Parisien Libéré* stoppent leur moteur, n'opposent aucune résistance, s'apprêtant à passer leur nuit au commissariat. L'affaire aurait pu s'arrêter là. Pourtant un flic lance une grenade en verre contenant du chlore dans la voiture.

Maurice Boivin, typographe, la reçoit en plein visage, le chlore liquide atteint les quatre occupants de la voiture qui sont matraqués et traînés dans le commissariat. Boivin reste étendu, aveugle, brûlé sur le corps et dans les bronches et en sang sous les coups. Seule mesure « d'hygiène » prise par les flics : le mettre dans une pièce voisine tant le chlore qui continuait à brûler à travers ses vêtements empestait. Il reste ainsi plus d'une demi-heure avant d'être transporté inconscient à l'hôpital de

Melun.

Les trois autres restent toute la nuit sous les injures et dans un triste état. Deux deviennent aveugles, le chlore continuant ses ravages faute de soins. Ils surprennent cependant une conversation des policiers :

« Vous savez qui a tiré ? »

— X... (le nom est inaudible), avec lui, ça ne pouvait être autrement... »

A 8 h, arrivée du commissaire pour l'interrogatoire qui, devant l'état des trois blessés, les envoie immédiatement à l'hôpital de Melun. Là, le toubib du service ophtalmo ne s'alarme pas, en renvoie deux dans les mains de la police après un nettoyage superficiel. Sur les quatre, deux sont donc hospitalisés et deux en garde à vue. Et l'état de tous ne cesse de s'empirer.

Lors d'« opérations papier » similaires, quand plusieurs de leurs camarades étaient arrêtés, les travailleurs de la presse manifestaient massivement et spontanément devant le commissariat pour exiger leur libération. Là, rien. Le Comité intersyndical du Livre parisien (CGT) ne fait pas circuler les informations. Les trouve-t-il trop alarmantes ? Redoute-t-il que la gravité des événements n'entraîne la réaction immédiate d'une nouvelle grève de 24 h ? Le Comité intersyndical, il est vrai, cherche à tout prix une réouverture des négociations pour la signature d'un accord-cadre avec les patrons de la presse parisienne qui veulent encore bien discuter après le retrait de Hersant (Le Figaro) et Ferry (France-soir).

Le Comité intersyndical parvient cependant à faire libérer, seulement le soir, les deux travailleurs du « Parisien libéré » gardés à vue, par l'intervention du maire de Dammarie-les-Lys. Ceux-ci se rendent alors à l'hôpital des Quinze-Vingts spécialisé en ophtalmologie. Quelle est la stupeur des médecins d'y apprendre que deux autres blessés plus gravement atteints demeurent à l'hôpital de Melun qui ne dispose pourtant pas de l'équipement nécessaire pour les soigner. Pour les transférer aux Quinze-Vingts, il faut les enlever presque de force en signant une décharge à l'hôpital de Melun qui ne les laissera rentrer dans l'ambulance que dans le plus simple appareil pour récupérer les pyjamas !

Aujourd'hui, 15 jours après, Maurice Boivin, Jean Jolly et Daniel Zobenbueler restent hospitalisés. Or que s'est-il passé depuis 15 jours ? Rien si ce n'est le fait que le Comité intersyndical a laissé libre cours à la thèse de l'attaque du commissariat par les travailleurs en lutte du « Parisien libéré ». Dans les entreprises de presse, il a même insisté sur « l'erreur » de camarades qui seraient trop facilement tombés dans la provocation et sur la nécessité de redoubler de sang-froid à l'avenir. Un communiqué envoyé à l'AFP parlait même de « malentendu » ! Ce communiqué sera d'ailleurs condamné par une assemblée de délégués « typos » comme n'étant pas la manifestation de la solidarité envers les victimes de la politique du pouvoir qui matraque et protège les agissements illégaux d'Amaury (il y a deux mois celui-ci a embauché une centaine de nervis qui pourraient fort bien aujourd'hui « suivre » le Tour de France).

Comme pour les procès qui se multiplient contre des travailleurs de la presse qui ont tenté d'empêcher la diffusion du « Parisien libéré », aucune campagne publique, avec la mobilisation de tous les travailleurs du Livre n'est menée pour la défense des militants syndicaux. C'est surtout au niveau de la Confédération que se situe le blocage. Celle-ci sans pouvoir condamner ces actions sur le « papier » publiquement et officiellement, car elles étaient le fait d'une mobilisation massive de tous les travailleurs de la presse, a cependant tout fait pour les réduire et en limiter la portée, alors qu'une mobilisation interprofessionnelle pour boycotter le « Parisien libéré » n'aurait pas été sans efficacité sur un conflit qui traîne depuis quinze mois. Et, aujourd'hui que les attaques contre les travailleurs du Livre se multiplient, un syndicat qui ne défend pas ses militants accroît la démo ralisation.

Un dossier sur les responsabilités de la police et du toubib de l'hôpital de Melun est en constitution pour obtenir tous les dommages et intérêts que les victimes sont en droit d'exiger. Cette action primordiale, si elle se limite aux officines juridiques et si elle n'est pas démultipliée par une vaste campagne publique,

Après les sifflets qui ont accueilli son intervention à la fête du PS GASTON DEFFERRE DENONCE « L'IRRESPONSABILITE » DU PSU

Dans un article publié dans le journal dont il est propriétaire, *Le provençal*, Defferre critique violemment le PSU qui avait pris position sur les méthodes employées pour briser la grève des éboueurs : « Le PSU qui ne s'est distingué que dans un seul domaine, par son goût pour les discussions stériles, a d'ailleurs refusé de signer le programme commun. Ce qui devrait lui interdire de critiquer ceux qui ont adhéré à ce programme et savent prendre leurs responsabilités pour faire face à des situations dont les auteurs du communiqué du PSU ignorent tout. »

Puis il ajoute « Espérons qu'un jour ces jeunes militants acquerront le sens des responsabilités... à condition qu'il leur en soit confié et qu'alors, au lieu de se livrer à une politique de division, ils agiront de façon constructive et unitaire ».

• Une réaction de Michel Mousel, secrétaire national du PSU :

« Si nous n'avons pas signé le Programme commun, nous l'avons lu et nous n'y a vons rien trouvé qui assimile la grève à une entrave à la « liberté du travail », expression plus souvent en usage dans les milieux patronaux. Il nous avait également semblé qu'on y excluait l'intervention de l'armée dans les conflits sociaux.

Mais le fait que Gaston Defferre s'abrite derrière le Programme commun pour stigmatiser la protestation du PSU montre que, décidément, après les déclarations de Robert Fabre, chacun peut donner à une signature apposée en bas de ce texte une variété inépuisable de significations.

Quant au sens des responsabilités des militants du PSU, que Gaston Defferre ne s'y trompe pas. Dans les Bouches-du-Rhône, comme ils l'ont fait pour les immigrés, la prison d'Arènes ou la dénonciation du racisme, ils continueront à soutenir les luttes des travailleurs. Et ils poseront aussi la question de ce que peut être une municipalité au service de ces luttes ».

• Pour sa part la LCR juge utile de poser quelques questions à Defferre :

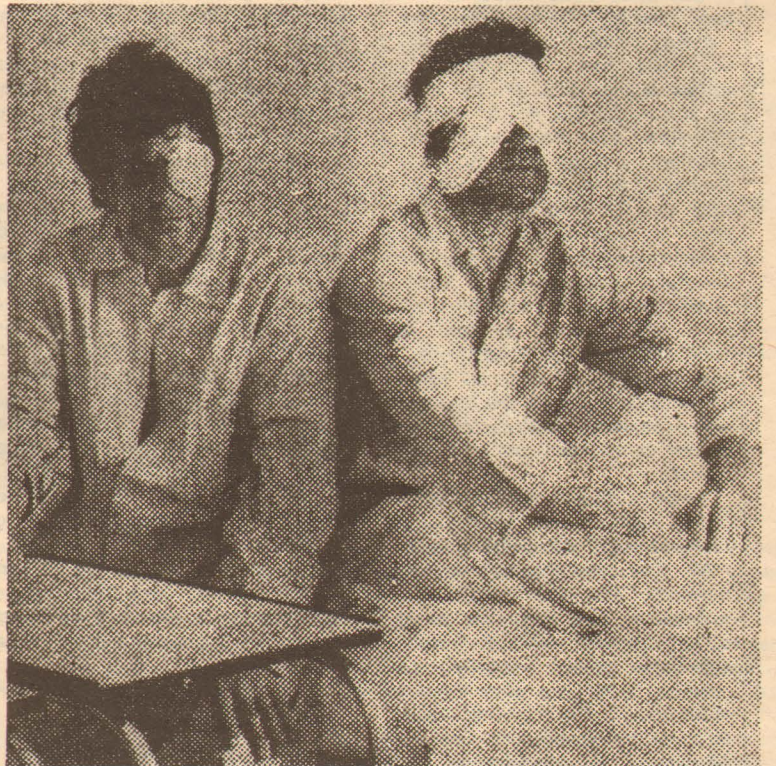
- le collectif des grévistes a réclamé la reconnaissance des « libertés syndicales ». Defferre a refusé. Pourquoi ?

- Defferre s'est porté par contre défenseur de la « liberté du travail ». Pense-t-il que les barres de fer amenées vendredi dernier dans une camionnette par ses amis de FO étaient un moyen de l'assurer ?

- Il a dit publiquement que cette grève était le fait d'une « poignée d'agitateurs ». Si c'était le cas, comment explique-t-il qu'il ait jugé nécessaire de mobiliser une centaine de soldats pour la faire cesser ?

- Enfin Defferre pense-t-il compatible l'étiquette « socialiste » dont il se réclame avec le recours à l'armée pour briser une grève ?

A un an des municipales, la réponse à ces questions a une certaine importance.



Communiqué C.H.R. de Rennes.

niment plus coûteux et se fera au détriment des malades.

Depuis le 15 juin dernier, les élèves infirmiers du C.H.R. de Rennes sont en grève, revendiquant une rémunération de leurs stages à temps plein et un encadrement suffisant dans les différentes unités de soins.

Jusqu' alors nous n'avons obtenu aucune satisfaction par rapport aux problèmes posés. Le directeur général de l'hôpital, monsieur Mufragi, envisage face à la pénurie de personnel accentuée par notre absence dans les services, la fermeture de lits et le recul des vacances du personnel hospitalier, ce qui, a-t-il ajouté, sera infi-

Une AG du personnel a eu lieu la semaine dernière avec la participation des sections syndicales CGT, CFDT durant laquelle il a été décidé d'une conférence de presse pour le mardi 29 juin à 14 H15 au local syndical de Pontchaillou afin de dénoncer la pénurie du personnel et les problèmes qui se posent dans les services.

Les élèves infirmiers, eux, organisent un fest-noz de soutien au foyer de la Marbodais à Maurepas, le mercredi 30 juin à 18 heures, avec débats sur la santé et la participation de Baron Aneix, Nono, entrée gratuite.

Les élèves infirmiers en grève

Griffet Marseille

« Le plus vieux conflit de France »

Les travailleurs de Griffet à Marseille en sont à leur 22^e mois de lutte contre la fermeture de l'usine et les licenciements. « *Le plus vieux conflit de France* », comme eux-mêmes le qualifient a subi, jusqu'à une période récente, un « black-out » presque complet de la presse officielle.

Ce n'est pourtant pas faute d'initiatives de la part des travailleurs : meetings, délégations, opération « portes ouvertes » et PLM (trois grues, le même jour à la même heure, devant les préfectures de Paris, Lyon et Marseille), etc...

Ce n'est pas faute non plus de torpillage et de répression de la part du gouvernement et du patronat : depuis l'attaque par les flics d'une de leurs interventions sur l'Autoroute Nord, jusqu'au blocage

Le but des pouvoirs publics dans cette affaire était clair : casser la cohésion de la lutte en éparpillant les travailleurs et ainsi se débarrasser en douceur d'une affaire gênante. On se doute que la réponse de Griffet, envisageant le problème collectivement et non plus cas par cas, n'a pas plu au nouveau préfet Aurillac.

Toujours est-il que l'ASFEM se fait aujourd'hui tirer l'oreille pour l'organisation pratique de ces stages. La réponse doit être donnée par Paris avant le 1^{er} juillet. Evidemment, dans l'usine, on fait un rapprochement entre cette date et les vacances... période réputée difficile pour la mobilisation et le soutien.

Cette réticence des pouvoirs publics à concrétiser leur projet se double de propositions d'offres d'emploi, miraculeuses pour les Bouches du Rhône qui comptent 53 000 chômeurs, même si le ministre d'Ornano affirme sans rire dans une lettre du 8 janvier 76 que « *les perspectives de développement d'entreprises locales dans le domaine de la mécanique permettent de prévoir la création d'un nombre substantiel d'offres d'emploi* ». A la même époque, une note de service aurait même précisé aux travailleurs de l'ANPE que, vue « *la combativité anormale* » des Griffet, « *il fallait d'urgence trouver des emplois* ». Dont acte pour tous les chômeurs de la région ! Ainsi ALSTHOM embauchait parait-il. Quelques uns y sont allés, mais les offres étaient sans commune mesure avec les 163 travailleurs à reclasser.

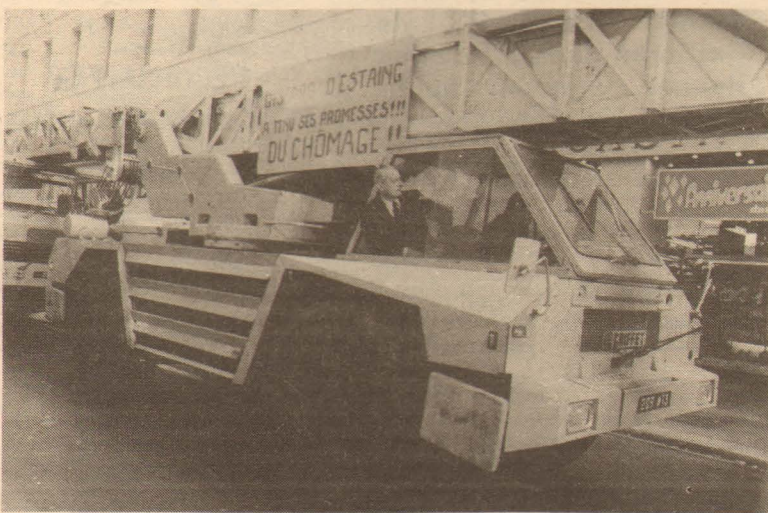
Alors, selon le mot d'un responsable syndical, « *on nous promène pour noyer le poisson* ».

La valse des « solutions ».

Car il est de plus en plus clair qu'« on » veut empêcher le redémarrage. Certains n'hésitent pas à citer le gouvernement. Dans une lettre d'Ornano déclare que « *de nombreux industriels ont été contactés et notamment en septembre 1974, CREUSOT-LOIRE faisait une proposition d'exploitation qui comportait l'abandon de plusieurs modèles non-rentables. Les salariés ont toutefois refusé ce projet* ». Première nouvelle pour les dits salariés (chômeurs en l'occurrence) qui n'en ont jamais entendu parler !

On comprend mieux les hésitations de KRUPP ou de certains industriels de la région quand dans la même lettre, la Société Griffet qui, à sa liquidation, était en position dominante sur le marché n'est pour ce même ministre « *pas d'un intérêt national mais jouissait d'une certaine estime auprès de sa clientèle* ». C'est le moins que l'on puisse dire puisque les travailleurs ont vendu, en pleine occupation, une grue de 25 T à la Libye, et qu'on peut voir sur la table des télex, les demandes de maintenance ou de commande qui s'entassent. Le ballet est bien réglé. Les industriels visitent l'usine, semblent favorables, puis déclarent forfait après leur transit par Paris.

Tout ceci jusqu'au début Mai où un nouveau personnage entre en scène : Maurice Genoyer.



(Fotolib)

Un regard neuf

Chez Griffet, rompre l'isolement, ce n'est pas seulement faire connaître leur lutte, c'est aussi s'ouvrir à tout un tas de problèmes nouveaux. On ne traverse pas deux années de combat collectif sans poser sur les choses un regard neuf. Une anecdote que l'on m'a racontée : au début de la lutte, des travailleurs préviennent les responsables syndicaux de la présence de « *hyppies à cheveux longs* » dans l'entreprise ; renseignements pris ces cheveux, effectivement très longs, appartenaient à des soudeurs des Chantiers Navals de la Ciotat ; un schéma de plus qui tombait.

La trajectoire sinueuse d'un jeune patron libéral

La trajectoire politique de M. Genoyer mérite qu'on s'y arrête. PDG à la Phocéenne de la Métallurgie, il fait campagne en 1969 avec les réformateurs de Jean Jacques Servan-Schreiber. Aux municipales de 1971, apparenté RI, il se présente sur la liste de Defferre, le maire socialiste de Marseille, et soutient aux présidentielles la candidature de Giscard. Très sensible à son image de marque « *d'homme de région* », il participe au sauvetage financier de l'Olympique de Marseille et finance, en 1976, par l'intermédiaire du mensuel régional *Objectif-Sud*, qu'il contrôle, les cinq voiliers que Linsky (un de ses acolytes politiques) engage dans la course transatlantique en solitaire.

Voilà brossé le tableau d'un jeune patron dynamique à la mode giscardienne. On peut se demander ce qui pousse ce battant (comme le qualifie le journal patronal *Les Echos*) à s'engager dans une entreprise que manifestement Paris veut oublier. Il y a d'abord de sa part une volonté de se démarquer du gouvernement en affirmant, en vue des prochaines municipales, sa volonté régionaliste. Sa prestation lors des dernières cantonales, est à cet égard significative : il a couvert à grands frais Marseille d'affiches et inondé les boîtes aux lettres de tracts proclamant « *les cantonales, c'est dépassé, l'enjeu, c'est la région* ». Ce qui avait l'intérêt immédiat de ne pas le forcer à se situer dans la bataille majorité/opposition et ainsi, de préserver l'avenir.

de toutes les « solutions » industrielles susceptibles d'aboutir au redémarrage de l'usine et qui ont fondu comme neige au soleil des hautes sphères parisiennes.

Début mai, la situation semble évoluer. D'une part, un accord de principe intervient entre le préfet, les ASSEDIC et l'ASFEM (1) pour la mise sur pied, dans l'usine occupée de stages de formation. D'autre part, un industriel de la région, M. Genoyer, se porte candidat au redémarrage de l'entreprise.

Depuis plus rien. Or les vacances approchent, les travailleurs ne touchent plus, depuis le 27 avril que 35 % de leur salaire au titre de l'allocation chômage. Il nous a donc paru utile de faire le point.

(1) Association pour la formation dans les entreprises de la métallurgie

de trois millions, à réembaucher 150 travailleurs, à deux conditions :

- demande au FDES de 5 à 6 millions et de primes à la DATAR au titre de... création d'emplois.

- confirmation par la SNCF de sa commande de 17 grues qui devaient être livrées en 75/76.

Sur ces deux points, la balle est dans le camp du gouvernement. De toutes façons, quelque soit la « solution » retenue, le problème principal est celui de l'emploi. Car, comme le dit D. Lauzier, représentant CFDT de GRIFFET, « *à la limite, l'ensemble des travailleurs s'en fout de s'appeler ruffet ou SARL, d'être attaché au train de KRUPP ou de Creusot Loire, ou à n'importe quel train (...), le problème pour nous est celui de l'emploi ; c'est tout ;*

Vers une solution à la Titan-Coder pour Griffet ?

Il trouve en la matière chez G. Deferre un interlocuteur attentif. Ce dernier, dans une lettre envoyée aux jeunes travailleurs et qui fait le point de son action pour l'emploi, ne souligne-t-il pas qu'il « *fait tout pour sauver Griffet* » ?

Alors on parle de plus en plus d'un projet de Société d'Economie mixte, du même genre que celui retenu, il y a deux ans, pour Titan-Coder (une autre société marseillaise fabriquant des semi-remorques). Le conseil général, dont Deferre est le président, rachèterait terrain, batiments et machines ; l'industriel intéressé, finançant lui, le redémarrage.

Quant on sait que, d'une part tout concoure à montrer que le matériel roulant GRIFFET reste concurrentiel après deux ans d'interruption de fabrication et que, d'autre part, la restructuration de l'entreprise est dans les faits réalisée puisqu'il ne reste plus que 163 chômeurs sur 380 au moment de la fermeture, on voit que Genoyer hériterait de ce qu'on appelle chez les patrons « *une situation saine* ».

Le plan de relance qu'il a soumis le confirme puisqu'il s'engage, avec un apport personnel

Alors, comme l'ont proposé les ouvriers de Lip, si le patronat ne veut plus investir, que le gouvernement nationalise, *mais sans indemnité ni rachat* pour les patrons. C'est contradictoire avec sa politique économique et les intérêts qu'il défend ? Bien sûr ! Mais qu'importe aux travailleurs, c'est leur emploi qui est en jeu, et, sans illusion du type « *à Renault, on est moins exploité qu'à Citroën* », ce mot d'ordre a l'avantage de concerner toutes les entreprises en lutte, voire une branche entière, par delà les problèmes particuliers à chaque boîte, et donc de permettre un rapport de forces central avec le pouvoir. Mais, pour un travailleur de chez GRIFFET, « *pour Lip, un tel mot d'ordre peut se comprendre parce qu'il concerne en fait toute l'industrie horlogère, mais ici c'est trop petit* ». Il faut alors remarquer que chez RICHIER, FORD qui détient la majorité du capital, veut mettre la clef sous la porte et licencier. Ajoutons les tractations de CREUSOT LOIRE en sous-main, et on voit que c'est l'ensemble de la branche matériel roulant travaux publics qui est en train d'être restructurée sur le dos des travailleurs qui perdent leur emploi.

Correspondant Marseille

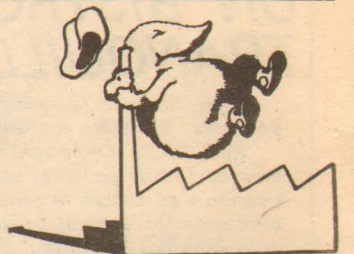
Des stages de formation dans l'usine occupée ?

L'affaire des stages de formation est indéniablement une victoire pour les Griffets. Tout d'abord les autorités, dont le préfet Somvielle (rappelé depuis à Paris) ont accepté que les stages se déroulent dans l'usine occupée. Ensuite cela a permis de renforcer la cohésion de la lutte puisque les travailleurs, convoqués individuellement par les organismes, ont organisé ensemble, en AG, leur répartition dès les 7 stages proposés (gestion, comptabilité, mécanique-auto, hydraulique, électricité, tôlerie-soudure et machines outils) de façon à ne pas laisser de petits groupes isolés. Enfin et surtout elle leur aurait permis d'obtenir 90% de leur salaire de débauche.

A l'heure actuelle, tant sur le plan des stages de formation que des marchés ou des primes à la « création d'emplois », nécessaire au redémarrage, la responsabilité du gouvernement dans le blocage de la situation est directement

engagée. Les échéances en ce qui concerne les stages de formation arrivent le 1^{er} juillet. Il a été dit que si avant il y avait un accord verbal, les organismes payeurs pouvaient envisager la rémunération. Au 23/06 il n'y avait toujours aucune nouvelle et, même si avant ce délai Paris donnait une réponse, il paraît difficile d'organiser ces stages avant septembre. Les Griffets touchant actuellement 35% de leur salaire, se pose le problème du recours à la caisse de l'Intersyndicale. Aussi, comme le déclare un responsable de celle-ci, « *même si nous ne sommes pas partisans du régime militaire, nous avons dit officiellement que tous les cas sociaux seraient examinés et que l'argent serait attribué sur des critères sociaux et de combativité. D'autre part il faut faire confiance à la responsabilité de tous, par exemple certains peuvent avoir des économies et ne pas faire appel immédiatement à la Caisse collective* ».

en lutte



La Fédération des travailleurs du Livre CGT communique :

Deux cent délégués de la Fédération Française des travailleurs du Livre CGT des différentes formes de presse et de la distribution se sont réunis le 25 juin 1976, à Paris, pour débattre de leur situation... Ils exigent des pouvoirs publics et des syndicats patronaux de presse la discussion d'un accord-cadre national garantissant : l'emploi, l'utilisation des professionnels sur les matériels et techniques nouveaux, la garantie des améliorations des ressources et des conditions de travail...

AFP
Travailleurs immigrés : la FASTI réclame le retour de tous les expulsés.

Le bureau national de la fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés, après l'annulation de l'expulsion d'urgence de Moussa Konate, un des grévistes de la SONACOTRA, exige le retour de tous les délégués des foyers de la SONACOTRA expulsés dans les mêmes conditions le 16 avril dernier.

AFP
Lyon : Caluire-Légumes toujours en grève.

« Thievon-Charbotel, y'en a marre de vos salades », tel était l'un des mots d'ordre lancé par les 200 manifestants ayant répondu à l'appel de la CFDT et du comité de soutien, vendredi dernier. Pour soutenir la grève des 9 ouvriers agricoles tunisiens dont les conditions de travail sont épouvantables. A noter à cette manifestation, la présence du CDJA, se désolidarisant de la FDSEA qui, de fait, soutient les patrons Thievon et Charbotel.

Correspondant Lyon.
Port de Dunkerque : poursuite de la grève.

Le personnel technique du port autonome de Dunkerque en grève depuis mercredi matin a reconduit son mouvement lundi matin pour 24 heures. Le travail ne pourra pas de toutes manières reprendre mardi car cette journée est traditionnellement chômée en raison d'une fête locale. Soixante deux bateaux sont bloqués à l'intérieur du port.

AFP
Pour le premier anniversaire de l'occupation de leur entreprise, les 200 ouvrières de la CI (Confection industrielle du Pas-de-Calais) ont organisé une journée portes ouvertes le samedi 26 juin. Elles ont manifesté leur intention de poursuivre le mouvement. Des « tours de garde » ont été mis sur pied pour l'éché.

Une manifestation des comités de chômeurs de Marseille, Aix et Martigues s'est déroulée samedi à Marseille pour obtenir la garantie des transports en commun. Les chômeurs ont occupé un bus durant près de deux heures, malgré les intimidations policières.

AFP

cahier de la taupe n° 8

Au sommaire :

- hiérarchie classifications
- Le 37^{ème} congrès de la CFDT
- Italie : auto-défense ouvrière

31 MAI 76

Chronique UN BISTROT TRANQUILLE

Lyon, toujours la canicule. Une journée qui n'en finit plus : les bagnoles, le béton, les autres, tout devient insupportable.

Rue Sainte Catherine, un bistrot tranquille, « sans histoires », près de l'Hotel de ville. Les habitués entre deux âges dégustent le « canon » en tapant le carton. Soudain : portières qui claquent, cris, attroupement. Face au bistrot, devant leurs voitures en file indienne, deux hommes se battent. Ils sont plutôt de « type méditerranéen » comme dirait le Dr Pluvillage (vous savez, ce fameux « témoin du procès Goldman »). Lorsque nous atteignons le seuil du bistrot, les commerçants de la rue ont séparé les deux automobilistes.

Cela n'a pas l'air de plaire à l'individu qui se trouve à mes côtés puisqu'il se met à gueuler, sans rire, « la France aux Français », s'en prend aux « arabes », puis constatant la réaction de réprobation immédiate, change de registre et vitupère contre... « les juifs ». Horreur, il s'en trouve un dans la foule qui lui demande des comptes, réfutant qu'il soit « anti-arabe » comme le vieux con le lui affirme avec aplomb.

Nous, notre ahurissement passé, on lui dit haut et fort son fait : qu'il est une ordure rasciste et fasciste. Il en bave, nous traite nous aussi de « mauvais français », car « ce qui compte c'est les hommes et les vrais hommes ce sont les vrais français ».

Alors que nous, on est jeunes, à cheveux longs et on lit Rouge, c'est tout dire. Ça va tourner au vinaigre, mais voilà qu'un « chapeau vert » du même accabit lui prête main forte, nous prend à partie : « y a pas que les nazis qui ont fait l'apologie du national-socialisme (sic) le nationalisme c'est différent du racisme (re-sic) jisez Mauras, Monsieur. Du Wolinsky au viif ».

La coupe déborde, il y a des baffes qui vont partir et ce sera pas un « conflit de génération », mais ces fils de Pétain, nostalgiques des croix de feu et des chemises brunes le sentent, font machine arrière, « on est pas racistes », « on croit aux hommes » et retournent à leur apéro, à l'anonymat du « consommateur ».

Ça se passait à Lyon, capitale de la Résistance, ville de Jean Moulin, des massacres de St Genis Laval, du milicien Touvier qui court toujours et où règne toujours le rascisme, l'antisémitisme et l'anticommunisme.

trois sympathisants et militants L.C.R.

Concours du meilleur dessin anti-militariste

Les dessins antimilitaristes commencent à affluer. Aujourd'hui, pour le prix d'un, on vous en donne deux. Le premier est de B.D. de Lyon, le second de J.P. de Serrières dans l'Ardèche. Ils ont gagné un abonnement de vacances.



SACHEZ
RECONNAITRE
LES CHAMPIGNONS MORTELS



DIVERGENCES AU SEIN DE LA MAJORITÉ
SUR LA STRATÉGIE MILITAIRE....

l'homme des casernes

D'UN TROU A L'AUTRE

Le soldat Sédira, postier CGT à Paris-Brune, arbitrairement puni de 60 jours d'arrêt à Lons-le-Saulnier, a été muté en Allemagne où il est toujours au trou. Sa nouvelle adresse est : Caserne Rabier, 5° compagnie, 57404 Sarrebourg. Ecrivez lui, il a chaud et il s'ennuie.

VERDUN : PAS DE QUARTIER

Au 2 RC de Verdun il y a eu 11 arrestations. Voici les noms de quelques uns des arrêtés : Roger Faligot, Jacky Le Pécheux, Denis Edel, Jean Morin, Dominique Rousseau, Pierre Baju, Denis Sicard... Ce qu'ils ont fait ? Secret militaire !



Larzac

DEUX MILITANTS AU TRIBUNAL

Louis Delmas d'Espalion et Sylvain Laborde doivent comparaître devant le tribunal correctionnel de Rodez, le 7 juillet prochain. Ils ont participé, dès le départ, à la lutte contre l'extension du camp du Larzac. En solidarité

avec les paysans, ils ont renvoyé leurs livrets militaires comme l'ont fait plus de 300 opposants. Par ce procès, à une heure où il prétend négocier, le pouvoir démontre qu'il n'a pas changé sa politique vis-à-vis du Larzac et qu'il poursuit la

répression et l'intimidation. Ce jugement, c'est aussi le nôtre, c'est celui de tous les opposants à l'extension du camp. Le Comité de défense du Larzac est entièrement solidaire des deux inculpés et vous

appelle à les soutenir :
- meeting de soutien le mardi 29 juin à Rodez à 21 heures
- Tous au procès le mercredi 7 juillet 14 heures à Rodez.

Le comité Millavois

Débat sur le MLAC

REPONSE A UNE REPONSE

Cette tribune est la quatrième contribution à un débat sur le MLAC dans Rouge (cf. articles des 2, 4 et 12 juin). Nous déplorons qu'elle réponde point par point à un article écrit par deux militantes de la LCR (Rouge n° 73, 12 juin) ce qui rend sa lecture moins évidente pour qui n'a pas suivi le débat. Nous la publions néanmoins. Pour continuer, il nous semble important que les MLAC qui ont eu un gros impact dans les villes de province (Aix, Grenoble, par exemple) tirent le bilan de leur activité et donnent leurs perspectives. Nous les sollicitons pour qu'ils s'expriment dans Rouge.

Nous ne tenons pas à poursuivre un certain type de débat qui se situe au niveau des attaques individuelles, cependant nous nous voyons contraintes à apporter certaines précisions.

En premier lieu, la « lettre » à laquelle il est fait référence au début de l'article est en réalité un compte-rendu de l'AG du 22 mai discuté collectivement le 24 mai au MLAC et diffusé à l'ensemble des groupes femmes et MLAC de Paris, de province, et envoyé à la presse d'extrême-gauche. Nous tenons à souligner que le texte paru dans Rouge n° 65 (2 juin) a été si largement amputé (sans que rien ne l'indique) que son sens et sa portée en sont totalement modifiés.

Nous dénonçons la manipulation qui consiste à tronquer un texte en vue de le fausser et d'enlever toute

clarté au débat. Nous déplorons que de telles méthodes soient utilisées par des camarades d'une organisation qui, jusqu'à preuve du contraire, poursuit le même combat que nous.

En second lieu, les camarades ont une singulière façon de ré-écrire l'histoire : la lutte pour l'abrogation de la loi de 1920 était dépassée en février 74 ; on exigeait déjà l'avortement et la contraception libres et remboursés.

C'est aux manifestations du 20 avril et du 1^{er} Mai 1974 que remonte la rupture avec les courants réformistes au sein du MLAC, qui voulaient à tout prix respecter la trêve électorale. C'est le cas pour la CFDT, même si elle n'a quitté officiellement le mouvement qu'en février 75. Son départ a d'ailleurs coïncidé avec celui de l'ancienne direction : Planning familial, GIS, Monique Antoine et Claudine Baschet.

Quant au ralliement des forces politiques, il convient de rappeler à quel point il fut tardif. Le PC fait pour la première fois des propositions qui restent très restrictives en 72 ; en avril 73, il envisage d'étendre le droit à l'avortement aux « cas sociaux » et enfin même bataille en novembre 74 pour le remboursement par la Sécurité sociale. Ce n'est que le 19 décembre 74 que la CGT et la CFDT ont intégré cette revendication à l'accord interconfédéral sur les femmes salariées.

Quant aux camarades qui considèrent que « l'audience réelle du MLAC auprès des femmes a été accrue par la pratique des avortements », il est mal venu à ces camarades d'en parler en ces termes, alors qu'elles ont toujours sous-estimé une pratique qui a été un élément décisif de la lutte. Il est regrettable que les camarades n'aient été présentes pour constater que tout « ce travail d'explication en profondeur sur les quartiers et les entreprises de dénonciation des limites de la loi Veil, que la recherche de l'unité d'action avec les sections syndicales et les groupes femmes » ont, entre autres, été impulsés précisément par le MLAC central

— de même que les actions d'occupation d'hôpitaux baptisées ponctuelles et locales. Nous nous étonnons également que les activités internationales soient totalement passées sous silence (Rencontre internationale à Paris les 19 et 20 avril 1975, Lisbonne...).

Pour ce qui est de la campagne de solidarité avec les inculpées d'Aix, une série de réunions unitaires ont été convoquées par le MLAC central à laquelle ont participé l'ensemble des organisations d'extrême-gauche et des groupes femmes qui ont sorti collectivement le bulletin, n° 3 Aix-Solidarité, ont pris en charge la circulation des pétitions (près de 8 000 signatures) et la préparation du dossier noir (enquêtes, témoignages).

Si ce mouvement s'est démobilisé après le vote de la loi Veil, c'est parce que dans un premier temps les femmes ont cru que le problème était résolu. De toute évidence, dans la mesure où il s'agissait d'une loi de classe, la lutte sur l'avortement devait dorénavant s'intégrer dans une lutte plus globale et plus radicale contre ce système.

Par ailleurs, l'entrée en lutte de plus en plus massive des femmes dans les entreprises (Lip, Cerisay, Thionville, Everwear...) et la lutte sur l'avortement ont entraîné une prise de conscience croissante des femmes de leur oppression, faisant ainsi apparaître la nécessité de s'organiser. Le débat pour la reprise en charge de la lutte sur l'avortement par les groupes femmes est impulsé depuis six mois précisément par les camarades du MLAC central (stages de formation, campagne d'Aix...).

Au sujet des élections de Tours, rappelons certains faits : Monique Antoine sollicitée la première en tant que candidate des luttes et s'étant désistée, a prié Merija de la remplacer. Cette dernière n'a jamais demandé la caution du MLAC ni celle des groupes femmes. Rappelons le texte de la motion proposée à cette occasion par certains groupes femmes parisiens : « Les groupes femmes suivants saluent la volonté d'explication et de popularisation de la lutte des femmes contre leur exploitation et leur oppression qui s'exprime dans la candidature de Merijas Surduts, aux élections législatives de Tours.

Ils souhaitent que les autres candidats intègrent à leur campagne « lutte de classes » les problèmes spécifiques des femmes. Cela signifierait un pas en avant du mouvement de femmes et un élément important dans la perspective de l'unité du mouvement révolutionnaire ».

Nous tenons tous les documents justificatifs à la disposition des intéressés.

Pourquoi relancer ce débat alors que des groupes se sont proposés pour reprendre en charge : les permanences, le dossier noir, les stages de formation et la préparation de l'AG nationale à la rentrée ? Car, il est clair que le sigle MLAC doit vivre, et là-dessus tout le monde est d'accord.

S'il ne s'agit que de justifications sur la façon dont les camarades de la Ligue ont mené le débat dans le MLAC, et l'on quitte avant même le vote de la loi Weil (avec, il est vrai, quelques incursions depuis), nous préférons rectifier les faits, mais nous pensons que ce n'est pas grave. Ce qui serait plus grave, c'est qu'il s'agisse en fait d'une façon de remettre en cause la reprise en charge du MLAC et de ses acquis par les groupes femmes et de freiner le débat sur les perspectives sur l'avortement et la contraception. Il est urgent de passer à l'action. Annie, Danièle, Geneviève, Isabelle, Maryse, Maia et Monique, les « quelques militantes déterminées qui continuent à assurer la gestion centrale ». A Paris, le 17 juin.

Les beautés de l'olympisme

LA CHASSE A L'HOMOSEXUEL EST OUVERTE

Dans l'ambiance de chasse aux sorcières qui sévit aujourd'hui au Canada et au Québec à l'occasion des Jeux Olympiques, rien n'est négligé pour « assainir » le pays de tous les éléments qui pourraient ternir la belle façade de l'ordre moral bourgeois. C'est maintenant au tour des homosexuels d'être en butte à une répression systématique.

A Montréal, la police a investi deux saunas et la plupart des bars homosexuels, parfois l'arme au poing, et a arrêté 110 personnes. A Ottawa, il y a eu 28 arrestations et le fichier d'un club saisi. A Toronto, la police a fait une descente au bureau du GATE (mouvement homosexuel pour l'égalité) pour demander si le mouvement préparait quelque chose durant les Jeux et pour aver-

tir qu'aucune manifestation ne serait tolérée.

Dans la plupart des cas, la police a utilisé le prétexte de la lutte contre la « prostitution masculine pour se gagner le soutien de la population dans ces attaques redoublées contre les homosexuels. Alors que ces bars, vu les préjugés anti-homosexuels, constituent encore un des seuls lieux de rencontre entre les homosexuels. Même s'ils enferment les homosexuels dans un ghetto, ce n'est pas aux flics de les en déloger !

Le but de ces actions policières était de décourager toute manifestation homosexuelle durant l'été. Mais face à la répression, des meetings de protestation ont été organisés à Ottawa et à Montréal.

Après l'inculpation du père Fabre

LE SCANDALE DE L'ESPELIDOU



Le 13 février dernier, Isabelle Le Ménach, pensionnaire de l'Espéridou, « établissement pour jeunes filles parisiennes inadaptées » mourait, étranglée par la camisole de force que lui faisait passer régulièrement le Père Fabre, directeur.

Aujourd'hui, deux hommes sont en prison, dans des cellules voisines.

L'un, depuis le 18 juin : Bruno Eveillard. Son seul crime, est d'avoir, avec les enseignants et les étudiants de psychologie de Montpellier, exigé la démission du directeur de l'UER de psychologie, le docteur Savelli, le responsable psychiatrique de l'Espéridou, qui pendant des années a couvert les méthodes du Père Fabre. On a attendu pour inculper Bruno les vacances universitaires. On a de fortes raisons de penser que c'est sur ordre de la « chancellerie » elle-même que Bruno est sous les verrous et que les juges viennent de refuser sa mise en liberté provisoire.

L'autre, c'est le « petit Père René Fabre » directeur de l'Espéridou, établissement appartenant à la fondation C. Garnier, « pour l'épanouissement des humains non-raisonnants » (Hunors). Ce mot a été inventé par le Père Fabre pour désigner ce qu'il ne considère pas comme des femmes mais comme des bêtes. Depuis le 13 février, on attendait cette arrestation du Père Fabre, qui bénéficie de forts appuis, tant dans les milieux parisiens qu'à l'évêché, et ce, depuis de longues années.

Vaisselle cassée

Qu'on en juge par son pédigrée :

il est ex-aumonier militaire d'Indochine. Depuis 68, quand on a commencé de parler de l'Espéridou et de ses méthodes, il est parvenu à échapper à toutes les affaires et à tous les scandales. Et ce, malgré les tentatives de la CFDT et la révélation sur la place publique de ses méthodes : accrocher la vaisselle cassée autour du cou d'une gamine (jusqu'à 3,5 kg), faire donner du fouet, tirer les filles par les cheveux dans les escaliers, appliquer une pédagogie « par la foi » c'est-à-dire contraignant les pensionnaires à tout un rituel de processions, de « bises » sur le tombeau de la fondatrice, etc.

Enfin !

Aujourd'hui les rapports des experts concluent à la paranoïa du P. Fabre, avec l'entière responsabilité de ses actes. Mais depuis 68, tous les rapports d'enquête sur l'Espéridou, effectués à la demande du ministère de la santé comme de l'évêché dénonçaient, sans effet aucun, ses méthodes.

Un autre individu est actuellement dans le colimateur de tous ceux qui ici se battent pour dénoncer le scandale de l'Espéridou, c'est le D^r Savelli, lui aussi ex-médecin militaire. Cet individu ne passait que quelques demi-heures par semaine dans l'Établissement, occupé qu'il était... à accumuler charges, fonctions, profits. Savelli intervient dans plusieurs IMP des environs, il est expert auprès des tribunaux, est chargé de cours en droit, médecine, il est directeur de l'UER de psycho. Le rapport des experts, eux-mêmes chefs de clinique à l'hôpital psychiatrique de Montpellier est accablant pour Savelli autant que pour le P. Fabre puisqu'il couvrirait tout, sans jamais faire la moindre observation.

A Paris comme à Montpellier certains milieux aimeraient bien étouffer l'affaire. Il aura fallu que, depuis le mois de février, les étudiants en psychologie et leurs enseignants se battent pour exiger la démission de Savelli, il aura fallu que Bruno soit en tôle et qu'une campagne s'engage pour sa défense, il aura fallu que les parents d'Isabelle portent plusieurs plaintes... pour qu'enfin la justice avance un peu.

On peut compter sur tous ceux qui, ici, (la CFDT-santé, collectif Espéridou, de l'avocat, maître Ferran, étudiants) se battent pour dénoncer cette « fliohatrie » qui a conduit à la mort, non pas une « hunor » mais une fille : Isabelle.

Tour de France

POULIDOR OU LE RINGARD PRESTIGIEUX



Chaque coureur, pour peu qu'il brise le cercle de l'anonymat, est affublé pour le restant de ses jours de qualificatifs divers et variés. Walkowiak, c'était le « mal aimé », Charly Gaul « le taciturne », Bahamontes « l'aigle »... Mais dans la mythologie du cyclisme, le cas Poulidor mérite une mention particulière. Il montre mieux qu'aucun autre, comment se façonne une légende à laquelle adhère un public. Plus que la consécration internationale, c'est la dimension proprement « nationale » qui fait la carrière de « Poupou ».

Poulidor, c'est d'abord, comme beaucoup de coureurs, une origine sociale modeste, rurale qui plus est. Physiquement, un fort gabarit, de célèbres tours de cuisses ; un visage d'homme intègre, tranquille. Une course régulière, prudente ; un coureur dur à la tâche, ne lésinant pas sur l'effort, loyal avec ses adversaires, bon coéquipier.

Tous les ingrédients se trouvent rassemblés pour que des millions de travailleurs et de paysans s'identifient à lui. Ce « laboureur du cyclisme » incarne donc, face à l'industrialisation dont les effets modifient le caractère des courses, face aux « technocrates » de la course, les valeurs d'une certaine France du passé, saine, laborieuse et « naturelle ». Beaucoup d'autres coureurs ont exprimé ces données, mais le mythe Poulidor bénéficie de surcroît des apports de la longévité et de la malchance.

Poulidor a couru treize tours de France, celui-ci sera le dernier ; une longévité interprétée par les foules comme manifestation de la résistance et de l'expérience des « anciens » face à l'impétueuse jeunesse. Les fruits en tout cas de la constance, vertu cardinale du travail bien fait.

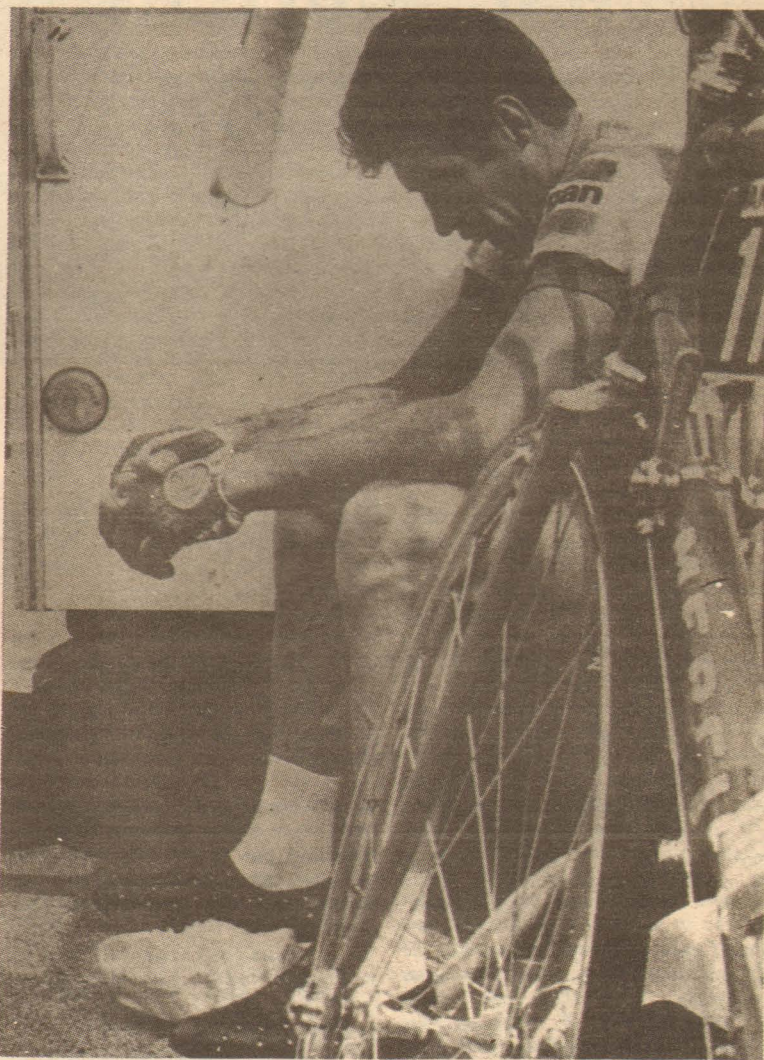
Les revers subis par Poulidor font de lui à la différence d'un Merckx un dieu accessible. Van Looy, au moment d'un sprint l'entraîne dans sa chute, Stablinski lui claqua la portière d'une voiture sur la main,

son propre mécano le renverse, la liste est longue de ses malheurs. Aussi le nomme-t-on l'éternel second malgré la liste imposante de ses victoires.

Poulidor, c'est vous, lance Le Figaro. Pas tout à fait faux. Lorsque Poulidor évoque, avec son parler rural, sa peine et ses espoirs, ce sont des milliers d'anonymes qui ont l'impression d'avoir la parole...

Au fait, avez-vous remarqué que Poulidor était dans les premiers français du classement général ?

F. Tenaile



UNE JEUNESSE AU CREMATOIRE Feuilleton par Bernard Vergnes

résumé : Un feuilleton sur la jeunesse c'est pas la joie... à croire que c'est pas tous les jours si marrant d'être jeune...

Coucou ! Benoit, je.

Là c'est la joie ! Ça change ! Faut dire que j'en ai chié ces derniers temps ! Le chômage après le lycée, on pouvait rêver mieux tout de même... Et puis les jours les mêmes envies, tout les jours non satisfaites. Et puis les parents qui décidément ont du mal à saisir qu'il y a 700 000 jeunes chômeurs en France aujourd'hui. Et puis les poches vides. Et puis l'envie de changer. Et puis aujourd'hui : la communauté.

L'idée est partie très vite : Patrick avait donné le coup de pouce. Sylvie avait opiné du bonnet. Je n'avais pas dit non. Michel en avait parlé à Aude et elle avait foutu le camp de chez ses parents. Un jour, l'occasion : Des amis aux parents de Michel proposent un pavillon. A personne en particulier : C'est à louer, à prendre ou à laisser. 1500 F. Cher... « Non t'es fou ! C'est pas cher ! Regarde déjà ce que tu payes pour un deux-pièces ridicule ! » L'argument. C'était pas cher, c'était grand, c'était bien.

On prend. Heureusement que propriétaires amis des parents gna gna, parce que sinon, pour louer... les agences veulent toujours UN locataire, ou un couple marié. Si tu n'as pas un copain qui

peut montrer patte blanche, ou plutôt un salaire au moins trois fois supérieur au montant du loyer, vas te faire foutre.

Là, pas de problème, donc.

Lundi 9 H, l'entrée de la chose avec une bagnole pleine de frusques, de bidules, de meubles... The déménagement !

La piaule à Patrick, d'abord... Faut dire qu'on s'était mis d'accord : Nous, on prendrait la chambre du rez de chaussée à gauche. Patrick, occuperait celle d'en face ; Michel et Aude iraient au premier ; et... Ah ben oui, c'est tout. Il reste deux pièces. Les pièces communes. Pendant une semaine, on a pris un pied pas possible : Ça rigole partout, t'as un gars qui descend une énorme armoire du premier pendant que deux autres essaient de monter le lit à deux places ; t'as machin qui enfonce consciencieusement un clou dans la cloison, pendant que machine qui loge de l'autre côté commence à faire la gueule en voyant le trou qui commence à se faire chez elle ; t'as bidule qui revient des courses sans savoir que truc les as déjà faites ; t'as le lit à deux places qui arrive enfin dans sa chambre, ah pardon, faut attendre que Michel et Aude aient fini de faire l'amour... sur le plancher. T'as les copains qui viennent voir. On est 5, on est 10, on est bien. La solution, la voilà enfin : Oser. Oser vaincre.

A suivre

Le mouvement artistique en 1936

**CHRONIQUE
DE JUIN 36**



L'IDEE D'UN ART MURAL, COLLECTIF ET PUBLIC...

Entretien avec Pierre Gaudibert

Le fait qu'en 36, les artistes se soient ralliés au Front populaire, ça représente quelque chose d'assez particulier par rapport aux révolutions qui l'ont précédé. Comment expliquez-tu cette originalité du Front populaire ?

Pierre Gaudibert - C'est effectivement un phénomène particulier, qu'on a d'ailleurs retrouvé en mai 68. J'y vois en tout cas deux motifs : des raisons de pressions économiques, à savoir que la grande crise de 29 s'est abattue sur la France vers 32, et qu'à ce moment-là il y a eu un très gros chômage dans les professions et métiers d'art. C'est alors qu'il y a eu un début d'organisation de luttes revendicatives des artistes qui ont d'ailleurs réussi à obtenir l'allocation chômage. Mais il y a aussi que les idées collectives, sociales, ont commencé, à travers cette crise économique, à déclencher la prise de conscience d'un fait qu'ils avaient toujours vécu depuis le 19^e siècle : la séparation de leur démarche d'avec les grandes masses. Et ils ont commencé, peut-être plus qu'avant, à souffrir de cette distance et donc à repenser leur statut dans la société, donc leur rapport avec le public. A partir de là, a gagné l'idée d'un art social. Au lieu d'un art individuel, d'appropriation, comme dans le tableau de chevalet, a mûri, endant toutes les années trente, l'idée d'un art mural qui serait collectif et public, et intégré à l'architecture.

Quand peut-on situer, grosso-modo, ce ralliement des artistes ? Il coïncide avec le Front populaire ou est-ce qu'il y a un décalage ?

Il coïncide... il est un peu antérieur... c'est un tournant des années trente à mon avis... Si on essaye de tracer à gros traits les différenciations à l'intérieur de l'art du XX^e siècle : il y a eu la période du combat des avant-gardes vers les années 1910 jusqu'à 1920 ; puis, depuis 1920, un mouvement qui correspond à une stabilisation sociale qu'on appelle le « retour à l'ordre ». Et puis, l'apparition vers 1930 de tous ces thèmes qui témoignent d'une préoccupation sociale : depuis le thème du sujet social dans l'art, jusqu'à l'art mural. Et qui correspondent à un mouvement plus général que l'on appelle « l'esprit des années trente », où on peut dire que massivement, bien qu'avec des luttes internes acharnées, une grande partie des intellectuels basculent vers la gauche.

Pierre Gaudibert prépare actuellement un livre sur la sensibilité au moment du front populaire. Créateur en 1967 de l'A.R.C. au musée d'art moderne de la Ville de Paris, est aussi l'auteur d'un livre sur l'action culturelle *Intégration et/ou subversion* et d'une analyse de l'ordre moral en France sous Pompidou-Druon. Co-réalisateur d'une exposition sur 1936 à la fête de la Fédération de Paris du PS, le week-end dernier (voir encadré), il s'est interrogé avec nous sur le mouvement artistique en 1936 et ses leçons. En commençant par le comparer avec l'effervescence de mai 68...

L'IDEE D'UN ART MURAL, COLLECTIF ET PUBLIC...

A propos de ce mouvement des années 20, c'est un mouvement définissable comme tel qu'on peut circonscrire ?

Absolument. Cela concerne à peu près tous les artistes, y compris ceux qui avaient créé au niveau du fauvisme, du cubisme, de l'abstraction. A ce moment-là, ils s'assagissent et reviennent à des conceptions qui se réconcilient avec l'art classique, réaliste du XIX^e siècle. Par exemple, Picasso, c'est sa période Ingres... Et alors, 1930, c'est un renouveau de prise de conscience sociale sur la démarche artistique ; d'ailleurs quasi général dans l'art, qu'il s'agisse de la musique, du cinéma, de la littérature, et qui se cristallise au moment du Front Populaire.

Ce qui paraît donc préoccuper les artistes, c'est d'être compris, assimilé par le peuple. Mais est-ce que cette préoccupation débouche sur des innovations formelles ?

Lors de la fête du PS à Paris

Cette exposition, à la confection de laquelle P. Gaudibert a participé, illustre très bien ses propos. Son intérêt tient dans le fait qu'elle donne une vision globale du mouvement artistique en 36, des manifestations culturelles au sein du grand mouvement populaire, à l'exposition internationale de 37, en passant par les différentes productions formelles des artistes ralliés au Front Populaire.

Au niveau de la base, les initiatives artistiques pénétraient jusque dans les usines : Renault par exemple, avait son atelier d'arts plastiques. De nombreuses photos inédites nous permettent de se faire une idée assez précise de ce qui s'y fabriquait. Ce qui caractérisait ces productions était double : d'une part, des formes où l'expression politique pouvait se retrouver directement, c'était des caricatures, les mannequins, les scènes en bois découpé, etc. D'autre part, des effigies, des bustes en ronde bosse des grands personnages du mouvement ouvrier, où la démarche relevait de la démultiplication du personnage par sa reproduction naturaliste. Et dans cette démarche qui réclame un minimum de métier, il faut relever la réussite de ces bustes.

Pas pour tous. Pour certains, la préoccupation esthétique se traduit en préoccupation nouvelle du sujet. Mais certains autres ont continué à défendre les acquisitions de l'art moderne, soit en essayant de faire une synthèse - comme Léger, par exemple, qui est le symbole de l'artiste qui se rallie à l'art mural social et qui sauvegarde les conquêtes de l'art moderne -. Et puis, il y a ceux qui se sont ralliés au Front Populaire, tout en gardant des positions esthétiques qu'on appelle abstraites - le cas le plus net est celui d'Osenfan -. Et enfin, il y a les surréalistes, qui ont lutté à l'encontre du réalisme social, voire des

ble par les masses.

Alors que des gens comme Léger, sans faire de concessions formelles, ont intégré le sujet réaliste et social.

Et derrière Léger, il y a des artistes qui vont dans le même sens, comme André Lothe, Pignon, et le sculpteur Lipchitz et d'autres.

Mais est-ce que chez eux il n'y a que synthèse du sujet social et des acquis du cubisme ou de l'abstraction, ou est-ce que le Front Populaire suscite une réelle innovation esthétique ?

Globalement non. Il y a des réajustements, des découvertes, des déplacements, mais il n'y a pas collectivement création d'un style qui correspondrait à l'esprit d'un Front Populaire.

Et est-ce que la question d'une rupture esthétique, d'un nouveau style pose problème : est-ce qu'il y a crise à ce niveau-là ?



L'association des peintres et sculpteurs lors d'une manifestation. « Des portraits géants de l'héritage culturel français transportés dans les défilés »

embryons de réalisme socialiste, qui n'avait pas encore vraiment pénétré en France comme tel, et qui n'ont jamais voulu faire de concessions sur ce thème d'une illustration réaliste de l'actualité politique, immédiatement compréhensibles.

EXPO 36

Au niveau des artistes professionnels, l'expo montre des originaux, et nombre de photos significatives. Comme le dit P. Gaudibert l'imbrication du sujet social et des acquis formels, trouvent une force esthétique remarquable. C'est partiellement vrai pour un Tassilovsky, et vrai pour un Fourgeron (peintres officiels du réalisme-socialiste du PCF), mais c'est spécialement notable chez un Grommaire, un Léger, un Pignon, et carrément étonnant chez des peintres plus éloignés du réalisme, comme Miro et Masson quand ils peignent les thèmes de la guerre d'Espagne...

L'expo internationale de 37 présente une sorte de concentration, d'achèvement (mais aussi peut-être une fin) des brassages et de l'émulation du FP. Y culminent des œuvres murales de Léger, Dufi, Delaunay, Grommaire, Picasso, et d'autres moins connus. Ces œuvres trouvent une incontestable unité sans que ni le sujet social, ni la quête formelle, ni l'expression proprement individuelle de l'artiste soient d'aucune façon empiétés. En ce sens, une exposition de ce type est encore infiniment révélatrice.

P. R.

Oui. Cela se traduit par des discussions violentes dans des débats organisés par les Maisons de la Culture, autour de la querelle du réalisme, et où apparaissent deux versants : il y a ceux qui disent « il faut revenir au réalisme français du XIX^e siècle : Delacroix, Courbet » et qui gommant les bouleversements du début du siècle ; et ceux qui disent « il ne faut pas renoncer à ces bouleversements, c'est là que se trouve la voie d'un réalisme moderne » - c'est le terme même de Léger -, quelque chose qui ne soit pas une simple continuité du siècle dernier.

Est-ce que ces clivages recourent des clivages politiques ?

A l'époque, ce sont effectivement les jeunes du PCF ou proches, qui défendent une conception réaliste d'art militant et qui seront plus tard le noyau défendant le réalisme socialiste, qui prennent en charge la première position. Ce sont eux qui traduisent en image une certaine politique nationale du PCF et qui vont peindre les portraits géants de l'héritage culturel français, transportés dans les défilés, notamment dans celui du 14 juillet 36.

A nouvelle production, nouvelle circulation.

Comment est-ce que cette aspiration des artistes à être compris par les masses se traduisait-elle concrètement ?

D'abord il y a la participation des artistes aux défilés, aux meetings, etc. Mais il y a aussi un nouveau type

d'exposition : au lieu d'exposer uniquement dans les galeries - qui d'ailleurs n'étaient pas ce qu'elles sont aujourd'hui - les artistes exposaient dans les lieux publics : par exemple, lors de la grande manifestation populaire à l'Alhambra, où on jouait le « 14 juillet » de R. Rolland, il y avait dans le hall une immense exposition où les grands noms cotoyaient les peintres débutants. Mais il y a eu aussi les efforts faits par les associations culturelles pour créer des rencontres entre art et masses populaires, dont l'Association Populaire des Amis des Musées, qui se proposaient d'ouvrir les musées aux masses ; ce qui a été une des grandes préoccupations des gens comme Léger... Et puis des académies de peinture, de sculpture sont apparues, notamment sous le patronage de l'Union des Syndicats de la Seine. Il y a eu aussi à Montreuil l'ouverture d'une université populaire qui donnait des cours de dessin ; et puis dans les grandes usines, des clubs de loisir artistique... Tout cela a été bien sûr balayé par la guerre.

Tu as comparé 36 avec mai 68. Mais est-ce qu'il n'y a pas cette différence qu'en 68 on parlait moins de faire un art compréhensible pour le peuple, qu'on ne le sollicitait à l'auto-créativité ?

Effectivement, il n'y avait pas en 36 cette même sollicitation à l'auto-créativité, mais elle existait de fait. Et tout ce qui s'est fabriqué dans les usines était très intense. C'était des panneaux de caricatures, des effigies peintes, des bustes en plâtre, des mannequins, des marionnettes, des scènes entières avec des objets symboliques de la colère du peuple, etc...

Et l'art mural, c'était quelque chose d'effectif, ou seulement un projet ?

Art mural, c'est beaucoup dire, c'est sur des panneaux mobiles qu'on peignait la peinture murale c'est surtout ce qui a pu s'épanouir dans des commandes aux artistes professionnels, grâce à l'exposition internationale de 37, où le Front Populaire offre aux artistes, connus ou débutants, de s'exprimer dans des architectures provisoires ou définitives.

Ce n'est donc pas du tout similaire à ce qu'on a vu au Chili ou au Portugal dernièrement ?

Non, car cela, c'est un aspect contemporain, qui correspond à une sensibilité culturelle nouvelle. Même en Amérique Latine, où il y a eu cette grande époque de peintres mureaux mexicains en 1920, les brigades artistiques au Chili présentent un caractère tout à fait récent. Propos recueillis par P. Razdac.

Dans l'objectif

DIJON
Musique électro-acoustique à la salle des chats, ça miaule dans les synthés. 21h. Demain il y aura *Léonard Cohen*. Je suis fier d'être bourguignon.

LA ROCHELLE
La grosse machine prolifère : à partir de demain elle lance dans le cinéma avec « Cinémarge », parallèlement aux rencontres internationales d'art contemporain. Parlons d'abord de la journée précédente : *Pierre Salinger* fait une conférence sur la littérature américaine à 18h, et à

20h 30, *Martha Graham* présente son second programme de ballets : *Embattled GARDEN* « Frontier, Hérodiade. Au théâtre. Pour le cinéma mercredi, signalons tout de suite à 22h15. *Ici et ailleurs* et *Comment ça va ?* du collectif « Sonimage » où travaille Jean Luc Godart. Plus de détails demain.

MARSEILLE

La quinzaine éclatée continue : demain, aux Aygaldes, il y aura une journée d'animation pour les enfants

QUAND LE JEUNE THEATRE OCCUPE

Hier matin, à 10 h 30, une délégation de l'AJT, Association pour le jeune théâtre, a occupé le bureau de M. Délépine, conseiller républicain indépendant et président de la commission culturelle de la ville de Paris. L'AJT proteste ainsi contre l'attitude de la majorité UDR, RI et centriste qui se refuse à accorder toute subvention aux troupes de jeune théâtre en difficulté. L'AJT est une association revendicative qui défend le droit pour les jeunes troupes à une expression de plus en plus difficile. Des élus socialistes et communistes de Paris étaient présents à l'Hotel de Ville aux côtés des membres de l'AJT au commencement de leur action.

ON N'EST PAS TOUT SEUL! télévision

cahiers du CINEMA

SOUSCRIPTION

LES CAHIERS ONT BESOIN DE 50.000 FRANCS

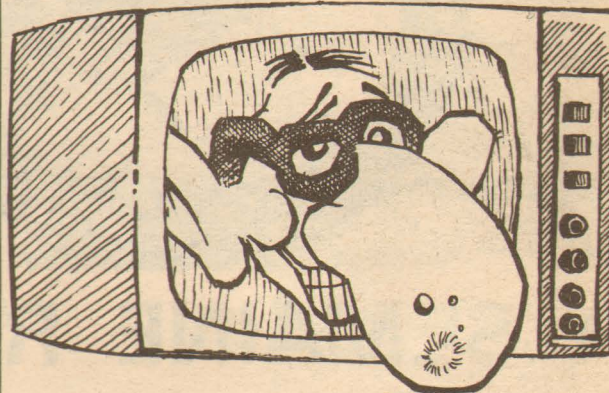
Il y a une crise.
Il y a une crise de la presse et de l'édition.
Elle touche aussi les revues spécialisées.
Et, parmi ces revues, plus particulièrement celles qui sont économiquement et idéologiquement INDEPENDANTES.
C'est le cas des CAHIERS DU CINEMA.
Les Cahiers ne dépendent d'aucun groupe de presse ou d'édition. Ils ne sauraient donc trouver de remède miracle à leurs difficultés. Ils ne vivent que du produit de leurs ventes et de leurs abonnés. Ceux-ci se maintiennent, progressent même sensiblement. Mais à l'augmentation du prix du papier vient s'ajouter celle des frais d'impression.
Augmentations auxquelles nous ne pouvons plus faire face. L'indépendance se paie. Elle coûte cher.
Elle est aussi ce à quoi nous tenons le plus.
Les Cahiers constituent un pôle de réflexion et de recherche sur le cinéma.
Le travail qui s'y fait est difficile, comme est difficile aujourd'hui tout projet critique.
Mais ce travail doit continuer.
Il nous faut rapidement 50.000 francs, une fois réorganisée la gestion en vue d'économies substantielles, les Cahiers redeviennent MENSUELS.

LES CAHIERS ONT BESOIN DE VOTRE AIDE !

cahiers du CINEMA

NOM _____
Adresse _____
Dons _____
Abonnement de soutien (300 F) _____
Abonnement normal (100 F) _____

Adresser toute correspondance (dons, chèques, abonnements) aux CAHIERS DU CINEMA, 9, passage de la Boule Blanche, 75012 Paris.
- C.C.P. 7890-76 Paris -



TF 1

- 12.30 Midi première
- 13.00 Journal
- 13.45 Restez donc chez vous
- 14.30 Les nouvelles aventures de Vidocq
- 18.05 Pour les jeunes
- 18.30 A la bonne heure
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Une minute pour les femmes
- 19.45 Tour de France
- 20.00 Journal
- 20.30 Si ça vous chante
- 21.35 Ces années là
L'année 1963 vue par Michel Droit
- 22.30 De vive voix
Emission littéraire : quels livres à emporter en vacances ?
- 23.30 Journal

A 2

- 13.35 Programmes régionaux
- 14.00 Les après midi d'A2
- 19.20 Actualités régionales
- 20.00 Journal
- 20.30 Les dossiers de l'écran
Film : du sang, de la sueur et des larmes, réalisé par la BBC.
Débat sur la vie de Churchill.
- 23.30 Journal

FR 3

- 18.45 Le faiseur de bulles
- 19.05 Programmes régionaux
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Tribune libre
L'action catholique ouvrière
- 19.55 Journal
- 20.00 Au fil du Rhône
- 20.30 Torpilles sous l'atlantique
Film américain de Dick Powell de 1957
Cette éternelle histoire de types qui passent leur vie à descendre leurs adversaires en les estimant.

DANS ROUGE PROCHAINEMENT, DES INEDITS D'UN AUTEUR TRES CONNU

ABONNEMENTS D'ETE

Vous allez partir, souvent fort loin, parfois fort longtemps. Et vous n'avez même pas pensé que vous alliez être privés de votre Rouge quotidien.
Heureusement, on est là pour réfléchir à votre place. Une solution : l'abonnement vacances.
Alors, on vous offre, au choix :
— Un abonnement de 15 jours pour la modique somme de 20 F.
— Un abonnement d'un mois pour la modique somme de 40 F.
— Un abonnement de deux mois pour la modique somme de 60 F.

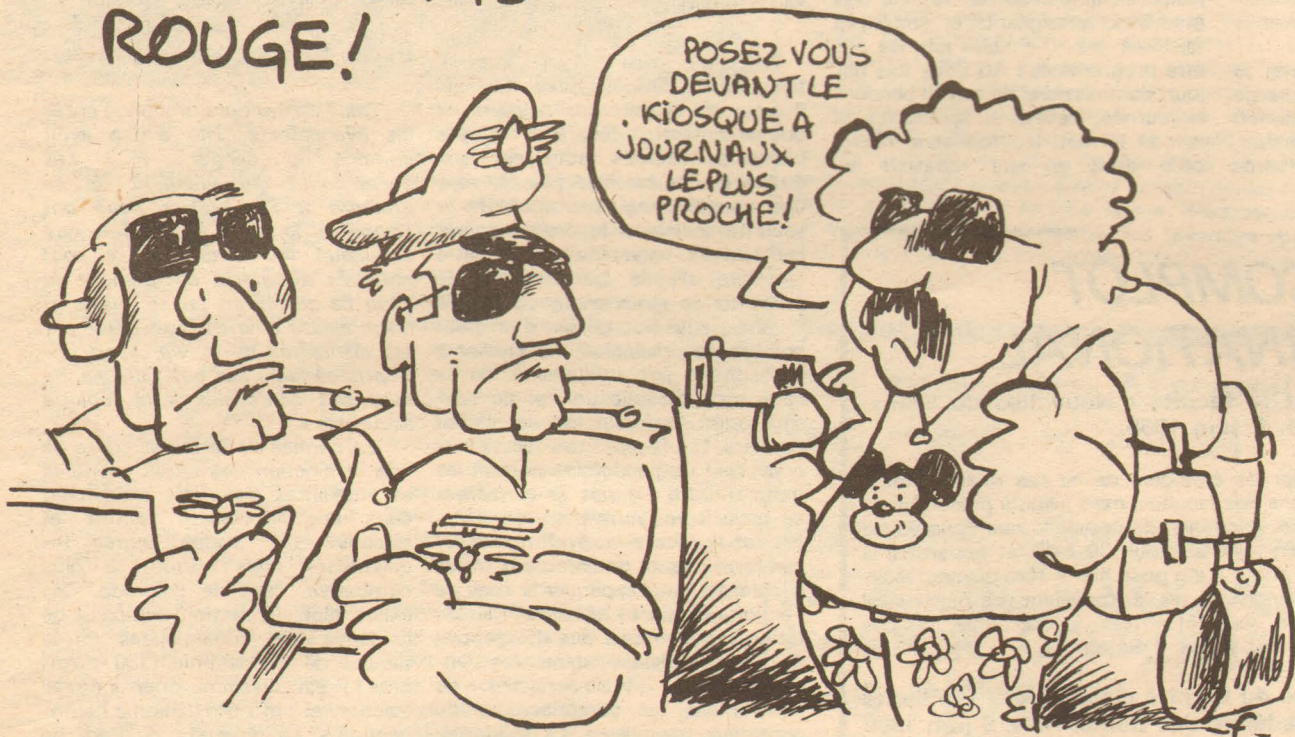
BULLETIN D'ABONNEMENT

Adécouper et à renvoyer au journal « Rouge », 2, rue Richard-Lenoir, 93100 MONTREUIL (Service Abonnements)

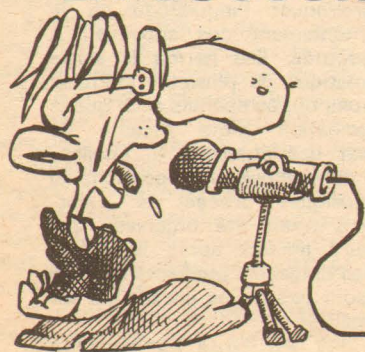
NOM _____
PRENOM _____
ADRESSE : RUE _____
N° _____ VILLE _____
CODE POSTAL _____
PERIODE CHOISIE : Du _____ Au _____
TARIFS
FRANCE 15 jours 20 F 1 mois 40 F 2 mois 60 F
ETRANGER 33 F 65 F 100 F
AVION : écrire au journal

ROUGE VACANCES

POUR VOS VACANCES N'OUBLIEZ PAS ROUGE!



LA SOUSCRIPTION CONTINUE (air connu)



Il faut 400.000F pour Rouge

ANCIEN TOTAL	..	244 036,10
MFR Montbeliard	.....	10,00
RD Beaucaire	.....	40,00
JLL Neuilly en Theulle	..	20,00
JB Montpellier	.....	40,00
Diffuseurs Mende	.....	500,00
Anonyme	.....	100,00
JPH Carquefou	.....	200,00
JBP	.....	400,00
SR Mandeure	.....	100,00
ENS Bruay en Arthois	.....	250,00
DS Montreuil	.....	150,00
NOUVEAU TOTAL	.....	246 846,10



LA SEMAINE ROUGE des étudiants belgradois



Les premières formes d'expression autonome et les premières tentatives d'organisation en dehors du cadre apolitique et sclérosé que la bureaucratie impose à la jeunesse, datent de 1966. Là comme ailleurs, la révolution vietnamienne provoqua le soutien enthousiaste et suscita l'espoir de toute une génération. Les étudiants profitèrent de la campagne de protestation contre les crimes américains en Indochine pour déborder la bureaucratie. On vit alors une avant-garde naissante, dont la solidarité concrète et l'internationalisme sincère compensaient le manque d'expérience, entrainer de vastes couches de la jeunesse dans des initiatives peu « orthodoxes » : débats contradictoires, meetings, sit-in devant l'ambassade yankee, manifestations. Mais, ce furent aussi les premiers affrontements violents avec la milice « populaire ». Car la bureaucratie yougoslave, bien qu'elle soutienne le Vietnam, n'a aucune envie de remettre en cause sa politique de coexistence pacifique, ni ses rapports fructueux avec les USA. Cependant la répression aura au moins eu un mérite : celui d'enlever à beaucoup leurs dernières illusions sur la bureaucratie « auto-gestionnaire ».

L'affrontement central, et le plus incertain quant à son issue, se produisit au mois de juin 1968. La réforme économique de 1966, qui amorça le retour à l'économie de marché, commençait à révéler ses conséquences néfastes pour la classe ouvrière. Derrière les principes de productivité, solvabilité, décentralisation et la libre concurrence des entreprises nationalisées se profilait le spectre du chômage, des injustices sociales, des entraves répétées à l'autogestion. Pendant que les ouvriers y répondaient par des grèves spontanées et fréquentes, les étudiants quant à eux dénoncèrent, dans leur presse, échappée peu auparavant à la tutelle officielle, l'enrichissement de certaines catégories sociales non productives, la privatisation de l'économie et autres implications de la réforme.

Avec la photo de Tito

C'est dans un climat que le journal oppositionnel des étudiants belgradois *Student*, qualifiait de conflictuel et propice aux actions, que la milice populaire commit « quelques bavures » contre les étudiants lors d'un spectacle culturel. L'immense cité universitaire, ainsi que le poste de milice étant tous deux dans le même quar-

tier, chacun rassembla ses renforts et la bagarre dura toute la nuit. La réaction aux brutalités policières fut prompte et rapide : dans la nuit même, les premiers meetings eurent lieu, les premiers comités d'action furent créés. Le lendemain, le 3 juin au matin, plusieurs milliers d'étudiants partirent vers Belgrade avec l'intention de manifester devant l'Assemblée nationale. A la tête du cortège un drapeau rouge et la photo de Tito. Détail éloquent : la photo montrait Tito en 1943, l'année décisive de la révolution sociale.

Aux portes de la capitale, le cortège fut arrêté par un impressionnant cordon de miliciens et un groupe de dirigeants du CC de la Ligue des communistes. Une discussion s'engagea entre les responsables de la manifestation et le secrétaire du CC.

Cependant, la police déborda la bureaucratie et chargea. La charge fut d'une rare efficacité. Parmi 150 hospitalisés on retrouvera Minitch, l'actuel ministre des affaires

étrangères. Cette agression brutale déclencha immédiatement la grève générale à l'université de Belgrade.

Université rouge « Karl Marx »

Toutes les facultés, ainsi que les bâtiments universitaires furent occupés par les grévistes. Des AG se tinrent dans toutes les facultés, élisant démocratiquement les comités d'action. Les sections universitaires de la LCY se solidariserent avec le mouvement et participèrent à la coordination centrale aux côtés des comités d'action de l'union des étudiants et de la rédaction du journal *Student*.

L'université prit alors un aspect jusque-là inhabituel. La totalité des étudiants, enseignants et employés faisaient grève, chaque journée put être programmée : AG deux fois par jour, commissions de travail pendant la journée, débats et spectacles le soir et la nuit. L'autogestion réelle, celle dont on leur rebattait les

Juin 68 en Yougoslavie

1968, l'année de l'irruption de la jeunesse sur le terrain de la lutte de classe, dans les pays capitalistes avancés. Beaucoup moins connues sont les mobilisations politiques des étudiants en Europe de l'Est. La jeunesse et les étudiants en particulier, étant la plaque la plus sensible au décalage entre la réalité et les discours des dirigeants, elle ne pouvait manquer de profiter du desserrement de l'étau bureaucratique, lié à l'introduction de la réforme économique, pour s'affirmer comme force politique anti-bureaucratique. Dès l'automne 67, les étudiants entrent en effervescence en Tchécoslovaquie, d'abord sur un terrain corporatiste, puis la mobilisation débouche rapidement sur le terrain politique. En mars 68, en Pologne, en plein printemps de Prague, les étudiants manifestent aux cris de « Quand viendra notre Dubcek ? ».

En Yougoslavie, le printemps de Prague a eu incontestablement une influence prépondérante sur la mobilisation étudiante, mais aussi le mai français, et l'on voyait *Rouge* affiché dans les couloirs de l'université de Belgrade. Si la bureaucratie a su empêcher la liaison entre les étudiants et la classe ouvrière, si elle a su par la suite désamorcer le mouvement, soit par la répression de ses dirigeants, soit par la récupération de la masse des futurs intellectuels, il n'en reste pas moins que la semaine rouge des étudiants belgradois aura démystifié aux yeux de toute une génération ce « socialisme » là, fut-il « autogestionnaire ».

S. B.

oreilles, mais qui ne venait jamais fut découverte, ainsi que la démocratie socialiste, « le droit de penser autrement ». Une des premières décisions prises en AG fut de rebaptiser l'université de Belgrade : les étudiants unanimes l'appellèrent l'université rouge Karl Marx.

La bureaucratie, d'abord prise au dépourvu, réagit violemment : blocage policier des facultés et des campus, interdiction de paraître pour les journaux étudiants (notamment *Student*) et multitudes d'arrestations. La presse aux ordres fut particulièrement odieuse, agitant l'épouvantail de l'étudiant incendiaire. Rien n'y manqua, même pas le complot international.

« La révolution n'est pas terminée »

Pendant que des lettres télégraphiques de désapprobation affluaient de la part des ouvriers, le gouvernement fédéral adopta plusieurs mesures octroyant aux étudiants des bourses plus élevées une nouvelle réglementation de la sécurité sociale et le droit de gérer les œuvres universitaires. A cette tentative de la bureaucratie de présenter le mouvement comme la révolte petite-bourgeoise d'un petit nombre de privilégiés, les étudiants répondirent par l'extension de la campagne d'explication et de sensibilisation au sein de la classe ouvrière. Les façades des facultés se couvrirent de banderoles portant les mots d'ordre : *A bas la caricature de socialisme ; ouvriers, votre combat est le nôtre ; la révolution n'est pas terminée*, et de nombreux tracts circulèrent pour expliquer le sens de l'action étudiante. Malgré l'arrestation systématique des délégations qui se rendaient dans les entreprises, la vraie nature du mouvement fut comprise par de nombreux travailleurs. La solidarité, surtout matérielle, qui s'en suivit permit au comité de coordination d'assurer le ravitaillement quotidien des milliers d'étudiants assiégés, ainsi que l'impression régulière de *Student*, du *Journal rouge* de philo et des bulletins quotidiens d'information.

Enfin, après plusieurs jours de discussions dans les AG à environ 40 000 participants par jour, le comité d'action, dans lequel les sections universitaires du Parti furent les plus actifs, publia un « programme politique d'action ». Les plus hautes instances du Parti durent « reconnaître » la « légitimité » de l'action et de ses principaux mots d'ordre :

- application des principes socialistes de distribution
- action énergique contre l'enrichissement
- planification démocratique de bas en haut et droit au travail garanti
- autogestion à tous les niveaux et secteurs de la société
- démocratisation des organisations socio-politique et principe de révocabilité.

Le 9 juin Tito fait un discours télévisé promettant de veiller personnellement à l'application des engagements pris et les étudiants décidèrent de suspendre la grève. Certes l'avant-garde marxiste-révolutionnaire n'accordait aucune confiance à la bureaucratie, mais consciente des limites d'un mouvement étudiant, elle estimait avoir déjà remporté une première victoire.

Et si la classe ouvrière...

Dans un discours prononcé après les événements, Tito avoua avoir compris le danger : « (...) Les événements qui viennent de se produire à l'université nous ont frappé à la tête. Il semble que beaucoup de camarades se sont réveillés stupéfaits, comprenant du coup ce qui aurait pu se passer si notre classe ouvrière, exaspérée par les difficultés de la vie, avait entrepris certains pas qui... disons, ne sont pas conformes à la légalité socialiste ».

La hantise de la bureaucratie de voir la jonction des luttes ouvrières et étudiantes s'exprima pleinement dans une répression feutrée et sélective qui frappa toutes les universités mais surtout la plus combative, celle de Belgrade. Dès juillet 1968, la section complète de la Ligue des communistes de la faculté de Philosophie (130 membres !) est dissoute pour « travail fractionnel » et « opposition à l'autogestion ». La direction du Parti ne pouvait pas leur pardonner leur participation à la récente grève. En 1969 une loi instaurant le délit de « propagande d'écrits susceptibles de provoquer l'inquiétude ou le mécontentement des citoyens » a été adoptée. Elle permit la saisie systématique de plusieurs journaux et revues oppositionnels ainsi que la condamnation toute récente de l'avocat des étudiants et intellectuels oppositionnels Popovitch. Si les quelques procès de « trotskistes » n'ont été organisés que plusieurs années après la grève, tous les dirigeants étudiants de 1968 n'en sont pas moins passés par les prisons.

Philippe Latinowicz

LE COMLOT INTERNATIONAL

Les étrangers devant la faculté « Nouvelles du Soir »,
quotidien de Belgrade, 6 juin 1968.

Nous soupçonnions déjà les étrangers de ne pas rester neutres par rapport à l'agitation dans nos facultés, mais jusqu'à présent nous n'avions pas de preuves. En voici une. L'automobile que vous voyez sur notre photo porte le n° minéralogique 39-A-17 et appartient à l'ambassade de France. La photo a été prise hier à 10h, devant l'Académie des Beaux Arts. Ces individus ne se trouvaient pas par hasard devant une faculté en grève. Aussitôt arrivés, ils ont donné es paquets aux étudiants et en ont repris d'autres.

Communiqué de presse du Comité d'action des étudiants
et professeurs de l'Académie des Beaux Arts, 9 juin 1968

(...) Le 5 juin, une voiture du Centre Culturel Français arrive pour récupérer le matériel cinématographique emprunté par l'Académie pour une projection qui a eu lieu le 31 mai. Une voiture de la milice, équipée d'appareils photographiques, arrive derrière. Devant la manoeuvre, le professeur Stojanovitch-Sip essaye d'empêcher un employé administratif de rendre le matériel. Pendant ce temps-là, la police photographie...

(...) Communiqué de presse du Centre Culturel Français,
7 juin 1968.

(...) J'ai l'honneur de vous informer que le 5 juin 1968 un employé ainsi que le chauffeur du Centre sont allés reprendre, conformément aux accords passés avec l'Administration de l'Académie des Beaux Arts, un projecteur et les films court-métrages : « PICASSO », « PICASSO à ANTIBES », « BERNARD BUFFET » et « MODE à PARIS en 1968 ». (...)